

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

*Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste*

N° 43

5F

pour le socialisme

SEMAINE DU 21 AU 27 MAI 1981

ADIEU GISCARD,



BONJOUR LA GAUCHE !

Publications
 de tous les pays
 pour le socialisme
 unissez-vous !
 Organe central
 du Parti
 Communiste Révolutionnaire
 Français

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 21 AU 27 MAI 1981

N° 43 - 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
 c/o FRONT ROUGE
 BP 68
 Paris 75 019

Compte bancaire :
 BNP 271 - 659 - 66

Abonnez-vous
 à *Pour le Socialisme*

Publications
 de tous les pays
 pour le socialisme
 unissez-vous !
 Organe central
 du Parti
 Communiste Révolutionnaire
 Français

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
 1 an : 200 F

SOMMAIRE

4-5 politique

LEGISLATIVES : Nous rendons compte de l'initiative « Giscard battu, rassemblons une gauche nouvelle » à la laquelle participe un certain nombre de camarades de notre Parti et de l'initiative « C'est l'heure ». Nous indiquons pourquoi cette deuxième initiative qui présente un certain intérêt, suscite aussi certaines réserves à cause des ambiguïtés qu'elle entretient sur différentes questions.

7 politique

TOUT FAIRE POUR OUBLIER LE 26 AVRIL. Le PCF se réjouit de la victoire de François Mitterrand, se situe « sans conditions » dans la nouvelle majorité, transforme les « 131 propositions » en « programme général » non applicable immédiatement dans son intégralité. Le tournant est d'ampleur pour qui se rappelle les propos tenus sur le candidat socialiste il y a quelques semaines encore. A ce revirement, qui n'est pas sans conséquence au sein même du PCF, une explication : faire en sorte que le résultat des législatives fasse oublier la considérable défaite du 26 avril. Mais là encore, plus que le gain de nouveaux sièges, le PCF se préoccupe surtout, avec inquiétude, de la réélection de ses députés sortants.



8 l'actualité



DU COTÉ DES SYNDICATS : 10 % d'augmentation du SMIC en juin ou juillet, les 35 heures en... 5 ans, c'est ce qu'on a généralement retenu non sans quelque déception et inquiétude, des revendications mises en avant par la CFDT. Pourquoi tant de discours mettant l'accent sur les difficultés et les dangers ? Du côté CGT, le changement de ton a d'abord été frappant. Plus d'attaques brutales contre le PS, gouvernement qualifié d'allié, pas de revendications chiffrées. Mais en même temps, une certaine fermeté...

9-10 politique

CE QUE CHANGE LE MODE DE SCRUTIN : Les élections législatives auront encore lieu selon le mode de scrutin uninominal à deux tours. Chacun pour des raisons qui lui sont propres, les partis de gauche, en principe favorables à la proportionnelle, ne sont pas forcément fâchés qu'elle ne s'applique pas encore cette fois.



11-12 politique



SONDAGES ET REALITE (2) : Les sondages ne concernent pas seulement les élections. Périodiquement, on prétend nous donner l'état de l'opinion sur tel ou tel problème du moment. Quelle crédibilité accorder à ce type de sondages ?

13-16 inter

AFGHANISTAN : VENUS DU FRONT POUR TEMOIGNER : Djalal vient du Nouristan, Hessari du Hazaradjet. Pour quelques jours, ils ont posé le fusil. Ils sont venus apporter au Tribunal Permanent des Peuples, qui siègeait début mai à Stockholm, leur témoignage de combattants sur l'agression soviétique contre leur pays. De passage à Paris, ils ont répondu à nos questions.



15 inter

SALVADOR : Arrachée à l'univers de l'horreur, sortie de prison grâce à ses camarades, en échange d'un proche du président de la République salvadorienne qu'ils avaient enlevé, Ana Guadalupe Martinez n'a pas hésité à replonger dans ses terribles souvenirs pour témoigner de ses souffrances, de sa résistance et de sa détermination à vaincre. Elle est aujourd'hui chargée des relations diplomatiques du Front Farabundo Martí. Son livre est un message d'espoir.

ADIEU GISCARD, BONJOUR LA GAUCHE !

Un moment exceptionnel

UN moment exceptionnel se profile. Certes, tout le monde en est conscient, on ne saurait faire preuve d'irresponsabilité, de surenchère maximaliste qui pourrait favoriser les manœuvres de la droite, et du coup son retour aux affaires. Cela vaut particulièrement pour la période immédiate où tout faire pour battre la droite aux législatives demeure notre mot d'ordre, car rien n'est joué d'avance.

Mais cela étant rappelé, il est évident qu'il y a une autre manière de faire le jeu d'une politique de droite et de favoriser à terme son retour organisé. Ce serait de taire les revendications essentielles, de manquer de fermeté vis-à-vis du gouvernement à venir, de perdre toute lucidité à l'égard des propos des conseillers divers du président, qui prêchent la prudence, la modération arguant du legs difficile que leur laisse la droite. Il ne s'agit pas seulement que se trouvent réparés rapidement tous les dénis de justice dont s'était rendu coupable le septennat giscardien, il s'agit fondamentalement que l'élan populaire, la dynamique qui s'est manifestée au soir du 10 mai, ne se trouvent pas cassés, étouffés, déçus, ne trouvant pas leur compte dans les premiers mois du septennat. Se préoccuper de cela, c'est aussi être responsable.

Le moment est propice pour rattraper le retard qui a été pris avec la crise. Le moment est propice non seulement pour effacer certains effets de cette crise par la satisfaction de revendications essentielles : sur le pouvoir d'achat (SMIC, allocations familiales...), sur l'emploi (titularisation des auxiliaires, créations de postes, 35 heures sans diminution de salaires, suspension de tous les plans de démantèlement), sur les libertés (libération des prisonniers politiques, abrogation de la loi Sécurité et Liberté, des lois Barre-Bonnet-Stolérus), etc. Le moment est propice aussi pour effacer ce que la crise avait créé de négatif dans les comportements : divisions dans le camp du peuple, découragement, détournement de la politique et repli sur des activités sectorisées, désyndicalisation, bref, tout ce qui témoignait de la perte d'une pers-

pective crédible de transformation de cette société.

Or aujourd'hui le nouveau climat apparu avec l'élection présidentielle permet de rompre avec tout cela. Aujourd'hui il est possible, en tenant pleinement compte de ce que la période écoulée a révélé de limites, de dépasser nettement la situation antérieure, de combattre avec succès les divisions, la désyndicalisation, le repli sur des activités sectorielles limitées, le détournement de la politique. Rassembler une force politique capable de traduire dans le champ politique toutes les aspirations issues de mai 68 et qui ont cheminé à travers différents détours les treize dernières années, cela est possible maintenant, en regroupant, sans précipitation, mais sans retard non plus, les différentes composantes sensibles aujourd'hui à des degrés divers, à cette exigence de faire apparaître une gauche nouvelle. Cette force politique nouvelle sera garante qu'on ne restera pas à mi-chemin dans la voie engagée par le départ de Giscard. Sans illusion sur la nature du gouvernement qui se mettra en place, le jugeant sur ses actes, une telle force favorisera la préparation des luttes à venir, permettra que vive et se développe la dynamique naissante apparue depuis le 10 mai.

Quelle campagne pour les élections législatives ?

C'EST en ayant en vue cette perspective que nous nous engageons dans la campagne des élections législatives. Tout faire pour battre à nouveau la droite qui cherche à relever la tête, et matérialiser partout où cela s'avèrera possible des candidatures représentatives des potentialités de cette gauche nouvelle, voilà ce qui nous semble important de réaliser pour cette campagne. Pour que ce scrutin se déroule de manière optimale plusieurs conditions devraient être rassemblées.

— Il serait d'abord nécessaire que l'extrême-gauche rompant avec ses défauts classiques, renonce à cultiver à l'extrême ses différences,

renonce à valoriser tous ses particularismes, et renonce à multiplier à plaisir les candidatures étroites d'organisations. Au minimum, il faudrait parvenir à conclure si des bases politiques communes ne peuvent être dégagées, un accord empêchant la multiplicité des candidatures à gauche de la gauche dans une même circonscription. Cela doit être possible, et au cas où Lutte Ouvrière entendrait déroger à cette règle élémentaire il ne faudrait pas manquer de dénoncer le phénomène de parasitisme politique de cette organisation qui, absente systématiquement de toutes les batailles politiques sur le terrain, obstrue non moins systématiquement avec un discours invariable malgré les changements de situation, le terrain électoral à chaque consultation.

— Il serait surtout nécessaire que s'unifient les démarches différentes qui, s'appuyant sur les aspirations du mouvement social, du mouvement de masse, peuvent contribuer à la définition de cette perspective de la gauche nouvelle. Comme il est normal, des textes d'origines différentes circulent, reçoivent des soutiens, parfois les mêmes, et sous-tendent des projets de candidatures. Nous rendons compte dans ce journal (pages 4 et 5) de l'initiative « Giscard battu, rassemblons une gauche nouvelle » à laquelle participent un certain nombre de camarades de notre Parti, et, de l'initiative « C'est l'heure ». Nous indiquons pourquoi cette deuxième initiative qui présente un certain intérêt, suscite aussi certaines réserves à cause de l'ambiguïté qu'elle entretient, sur la nature du gouvernement à venir, à cause aussi de son côté anti-organisation, refus de la politique, qui nous semblent plus ajouter un facteur de division qui relève du passé, qu'aller dans le sens d'unifier les démarches qui peuvent être convergentes. En tout état de cause les deux initiatives citées pourraient devenir complémentaires et donner naissance dans le maximum d'endroits à des candidatures uniques sur des bases communes.

Demeurer lucide sur la nature des forces qui vont maintenant exercer le pouvoir, ne pas laisser dans le flou l'objectif de la gauche nouvelle, ne devrait pas constituer un obstacle, au contraire, à l'unification de ces démarches.

MARDI 19 mai, Giscard fait ses adieux à la télé. Un climat nouveau apparaît. Tous les aspirations qu'un septennat était parvenu à enfouir, resurgissent subitement avec force. Qui n'a pas senti dimanche soir dernier à la Bastille, et dans beaucoup d'autres endroits en France, flotter un air de mai 68, dans la manière dont les gens dialoguaient, dans l'espoir en l'avenir, dans la volonté de parvenir rapidement à des changements importants, dans l'affirmation qu'on allait enfin pouvoir effacer 7 ans de giscardisme avec ses chômeurs, ses atteintes incessantes aux libertés, son programme nucléaire, son mépris pour les hommes et les femmes... Et les jours qui ont suivi l'ont confirmé : un nouvel état d'esprit est né, un goût retrouvé pour la politique se manifeste. Adieu Giscard, bonjour la gauche !

A PROPOS DE L'APPEL « C'EST L'HEURE »

L'appel que nous présentons ci-dessous trace dans sa première partie toute une série de directions d'action intéressantes :

Réorientation de l'économie, coopération avec le Tiers-Monde, mesures contre le chômage et les inégalités, fin des discriminations sexistes et racistes, extension des libertés et réformes institutionnelles, autant de problèmes qui se sont trouvés au cœur de la politique et du mouvement social de ces dernières années.

D'accord donc avec la nécessité d'affirmer une force qui reprenne les acquis développés par les luttes depuis mai 68 : il faut en effet que des candidatures puissent apparaître à l'occasion de ces législatives, qui matériali-

sent les convergences qui ont commencé à se nouer dans la vie.

A partir de là, et pour que la démocratie interne puisse agir en ce qui nous concerne, qu'il nous soit permis de formuler quatre grandes séries de remarques.

La première portera, on s'en doute, sur les rapports à envisager avec le pouvoir issu des urnes à l'occasion des présidentielles et qu'une victoire aux législatives doit en effet confirmer.

La formulation « d'un engagement par contrat aux côtés de la majorité présidentielle » ne laisse pas de nous surprendre.

S'il s'agit d'affirmer qu'ayant appelé à voter pour F. Mitterrand au second tour, nous nous situons dans la majorité qui

a répondu positivement à cet appel, c'est une évidence.

Mais la politique concrète ne se satisfait pas de ce genre d'évidence : être dans la majorité signifie en effet se situer dans la majorité parlementaire et gouvernementale qui, soutenant l'action du président, conduit les affaires du pays. Or, de ce point de vue, plusieurs choses posent problème :

• Le Parti Socialiste, force politique centrale de cette nouvelle majorité, a-t-il fait des propositions précises aux signataires de cet appel qui iraient dans le sens indiqué ? Dans ce cas, quelles garanties ou contre-parties ont-elles été proposées qui auraient permis de lui répondre positivement ? Rien de tout cela ne figure dans l'appel.

• Dans l'état actuel des choses, qu'en est-il exactement des contours de cette majorité dont précisément le président élu a indiqué depuis longtemps qu'elle tiendrait compte des résultats de la consultation de juin ?

• Enfin et surtout, quelle politique suivra cette majorité ? Est-il possible d'en être partie prenante, avant que n'ait été indiqué la manière dont le pouvoir entend répondre aux demandes formulées depuis longtemps par de vastes secteurs de la population ?

Se ranger sous une bannière, sans bien savoir ce qui s'y trouvera inscrit paraît pour le moins précipité.

Et cela d'autant plus, ne le cachons pas, que la façon dont la suite se

prépare n'est pas toujours faite pour rassurer : opérations du PS pour équilibrer sur sa droite et sur sa gauche, appel à structurer les débris de pompidolisme qu'on ne peut même pas qualifier de centre gauche, ambiguïté de la revendication d'une politique ambiguë, flou sur des objectifs politiques et sociaux en dehors de quelques mesures frappantes : tout cela incite plutôt à la vigilance. A l'inverse d'ailleurs, la formulation « si la gauche se satisfait de sa détention du pouvoir, alors elle verra en nous des opposants déterminés » paraît à la réflexion tout aussi simpliste.

En réalité, les rapports à envisager avec la gauche au pouvoir sont nécessairement beaucoup plus complexes que ne l'indique l'appel : ils sont à examiner probablement selon les cas, les mesures particulières et les situations précises : nous jugerons les futurs gouvernements selon leurs actes et aucune condition n'est remplie pour parler d'appartenance à la majorité présidentielle.

Deuxième observation : les quatre grands thèmes proposés comme base de candidatures du Réseau, (réforme constitutionnelle, lutte contre le chômage, les 35 heures, changement de politique énergétique, droit des femmes) paraissent bien flous et bien limités par rapport aux grands axes proposés en début de texte.

En fait, entre ces objectifs qui fondent une action à moyen et long terme, et ces quatre thèmes, il est indispensable de faire apparaître une liste d'exigences plus immédiates et mieux délimitées : un retard a été accumulé dans la satisfaction des revendications au terme de 7 ans de Giscard. Les revendications n'ont rien de maximaliste et ce retard doit être absolument comblé par un gouvernement de gauche.

Troisième série d'observations :

C'est une bonne chose que l'appel une fois amendé fasse allusion, à propos de la convergence à construire, des organisations actuellement existantes. C'est une bonne chose aussi que de parler de tous ceux qui ne sont pas organisés ou l'ont été. Mais pourquoi alors, avoir bien pris soin d'adresser ce appel à la deuxième catégorie, chargée en la matière de stimuler en quelque sorte la première ?

Pourquoi, des organisations en tant que telles, à condition qu'elles se reconnaissent dans les objectifs indiqués, ne pourraient-elles pas signer un appel de ce type ?

Il y aurait plus que de l'archaïsme, à continuer à

opposer des bases nécessairement saines à des appareils automatiquement suspects : d'autant que pour parler de réseau, pour publier un appel après l'avoir amendé trois fois, il semble difficile de se passer, à moins de piétiner la démocratie, d'un minimum d'appareil.

Le même archaïsme voudrait qu'on continue à opposer le social, par définition pur, au politique par nature susceptible de toutes les perversions.

Heureusement, la formule « force sociale et politique » ne tombe pas dans ce travers ! Il serait en effet tout à fait inconvenant que le social soit imparti à la force nouvelle qu'il faut construire, alors que la gauche classique conservait la politique.

Venons en pour finir au quatrième point :

Le statut du texte aurait gagné à être précisé : s'agit-il d'une liste de propositions à discuter comme l'autre texte, ou au contraire d'un appel à prendre ou à laisser ?

Au cas, improbable, où la solution retenue serait la seconde, cela serait évidemment inacceptable.

Dans le processus de constitution d'une liste à vocation nationale, ou pour un accord de non concurrence plus simplement, il est bon que toutes les parties concernées soient consultées.

En particulier, les collectifs locaux qui se sont constitués depuis longtemps un peu partout, doivent impérativement pouvoir, malgré les délais réduits, apporter des correctifs, et modifier les termes de l'accord si nécessaire. Cela paraît plus conforme aux préoccupations d'autogestion et de démocratie dont ce texte lui-même se réclame à juste titre.

Dans ces conditions, l'appel « C'est l'heure » ne nous semble pas pouvoir constituer à lui seul une charte ou une plate-forme de participation électorale, même si par de nombreux aspects il peut en jeter les bases.

De sa confrontation avec d'autres textes ou contributions, et surtout avec les discussions dans les circonscriptions, doit absolument naître dans un délai très court, un accord permettant une unité plus large et disposant d'une capacité d'impact supérieure.

Au moment où ce qui compte, c'est d'être à la hauteur des problèmes nouveaux surgis à la suite des présidentielles, personne ne comprendrait que les logiques anciennes, les particularismes et les conceptions sectaires, puissent l'emporter.

Jacques WANDLER

C'EST L'HEURE !

L'espoir renaît. Ce qui n'était pas réalisable hier avec Giscard se fera peut-être demain.

Il est possible :

• De réorienter l'économie et l'appareil industriel à partir de l'intervention des travailleurs et des consommateurs, et ce en leur faveur.

• D'arrêter le programme nucléaire et de développer réellement les énergies nouvelles et les économies d'énergie, d'abandonner la force de frappe.

• D'utiliser les gains de productivité pour réduire le temps de travail.

• De combattre le chômage en partageant le travail, en particulier entre hommes et femmes.

• D'assurer à tout citoyen un revenu minimum et combattre les inégalités, en particulier les inégalités de salaires entre hommes et femmes.

• De fonder un nouveau type de développement compatible avec l'essor du Tiers-Monde.

• De combattre la technocratie et ainsi permettre que, face aux grands appareils, chacun puisse décider de sa vie.

• De rendre les régions maîtresses de leur destin et de leur culture.

• D'instaurer le scrutin à la proportionnelle, et dans toutes les instances de décision de partager le pouvoir entre hommes et femmes.

• D'adopter le référendum d'initiative populaire afin que l'expression de la population ait force de loi.

• De développer le mouvement associatif (locaux, moyens financiers...).

• De libérer l'information et les médias non commerciaux.

• De permettre aux femmes et aux hommes de vivre leur identité sexuelle.

• De lutter contre toutes les formes de domination.

• De reconquérir les libertés grignotées par la droite et de les étendre.

• De supprimer les juridictions d'exception et de reconnaître pleinement l'objection de conscience.

• D'accorder aux immigrés les mêmes droits qu'aux Français.

• De préserver le milieu naturel.

La gauche peut tout cela. Si nous sommes là !

Nous, c'est-à-dire :

- des féministes, des écologistes, des militants autogestionnaires, des membres d'associations, des syndicalistes, des régionalistes, des militants de formations politiques...

- et d'autres qui ne sont actuellement engagés dans aucun mouvement. N'attendons pas tout de l'Etat. Organisons-nous dès maintenant pour changer ce que nous pouvons.

Nous savons qu'il n'y a pas de changement sans développement des luttes sociales et sans mobilisation. C'est une force sociale et politique autonome qui est nécessaire. A côté de la gauche PS/PC doit s'affirmer une force nouvelle, une force qui reprenne l'acquis de Mai 68 et des douze dernières années, une force qui sera à l'écoute du monde d'aujourd'hui, qui défendra des thèmes nouveaux et apportera la critique indispensable

— cette force sera engagée par contrat aux côtés de la majorité présidentielle.

Cette force sera engagée par contrat aux côtés de la majorité présidentielle.

En quoi consiste ce contrat ? Nous devons prendre place, en tant que partie intégrante de la nouvelle majorité, sans rien abandonner de nos positions et de nos combats respectifs, sans perdre notre identité, sans allégeance ni discipline préalable si ce n'est l'engagement ferme et définitif qu'en aucun cas nous ne rejoindrons la droite.

Si la gauche renonce à changer la société, si elle se satisfait de sa détention du pouvoir, alors, elle verra en nous des opposants. Cette hypothèse peut paraître aujourd'hui un peu défaitiste. Mais nous savons à quel point l'espoir peut devenir orphelin.

Ce contrat est un engagement réciproque. Chacun doit assumer ses responsabilités.

Pour l'instant, cette force est un vaste réseau constitué de tous nos mouvements. Dans les mois prochains, ce réseau peut s'enrichir de tous ceux qui maintenant veulent agir. Il ne s'agit pas de constituer une structure nouvelle, mais, reconnaissant l'existence des organisations actuelles, de proposer une action politique convergente, de renforcer la capacité d'action de ce réseau et d'en développer l'influence.

Cet appel doit déboucher rapidement sur trois points :

• L'union dans l'action.

• A partir de rencontres locales, pourquoi ne pas organiser à la rentrée des Etats-Généralux dans les régions pour affirmer l'existence de ce réseau et pour définir des axes d'action et de proposition ?

• L'union dans la réflexion.

• C'est-à-dire engager une réflexion commune sur l'action politique, sur les formes de structure, sur les moyens d'action, etc.

• Accord de non concurrence pour les législatives de juin.

• Les mouvements composant ce réseau doivent aborder les futures législatives sans se faire concurrence (au plus un candidat par circonscription et en se présentant dans la plupart des circonscriptions). Ces candidatures reprendraient quatre thèmes essentiels communs :

• réforme constitutionnelle
• lutte contre le chômage ; les « 35 heures »
• changement de politique énergétique
• droits des femmes.

Ce n'est pas avec des négociations d'appareils qu'une force nouvelle peut naître, ce texte s'adresse à la « base », aux individus et aux groupes locaux.

Cet appel, signez-le, faites-le signer et adressez-le aux responsables de votre mouvement. Ensuite, c'est à la démocratie interne d'agir.

Cet appel ne veut pas préfigurer du débat à venir. Il entend simplement aider les convergences à se manifester et introduire des règles du jeu communes pour la période qui vient.

Peut-être que quelque chose en naîtra ?

A nous de le décider.

GISCARD BATTU, RASSEMBLONS UNE GAUCHE NOUVELLE !

La défaite tant attendue de Giscard, après 23 ans où la droite a monopolisé le pouvoir, change le cours de la vie politique en France et suscite l'espoir.

Alors que, depuis des années, tout paraissait bloqué, verrouillé, voilà que soudain s'exprime la volonté, longtemps contenue, de discussion et d'action politique, voilà que viennent au jour des possibilités nouvelles de lutte pour une transformation en profondeur de la société capitaliste. C'est pourquoi, pour consolider ce succès, il faut tout faire pour battre la droite aux élections législatives de juin.

BATTRE LA DROITE, OUI, MAIS POUR UNE POLITIQUE DE GAUCHE.

On entend de proches conseillers économiques du nouveau président insister sur l'ampleur de la crise, pour prôner une modération des exigences populaires. Certes, tout n'est pas possible tout de suite, nous en sommes bien conscients, mais une série de mesures indispensables doivent être prises dans les tout prochains mois par le nouveau gouvernement.

Parmi les plus importantes d'entre elles :

- abrogation de la loi sécurité et liberté, de la loi anti-casseurs, dissolution de la Cour de Sécurité de l'Etat, amnistie pour les prisonniers politiques, notamment pour les détenus corses et Colette Meynard ;
- représentation proportionnelle intégrale à toutes les élections ;
- référendums d'initiative populaire ;
- égalité des droits pour les travailleurs immigrés, abrogation des textes Barre-Bonnet-Stoléru ;
- extension des droits des travailleurs dans l'entreprise (conseils d'atelier...) ;
- suppression du monopole de la radio-télévision ;
- vers les 35 heures sans diminution de salaire ;
- revalorisation conséquente du SMIC et des bas salaires, des prestations sociales et des allocations familiales ;
- la cinquième semaine de congés payés ;
- abaissement de l'âge de la retraite ;
- contre le chômage : arrêt des plans de licenciement en cours, titularisation des auxiliaires et vacataires, indemnisation de tous les chômeurs ;
- arrêt du programme nucléaire, diversification des sources d'énergie et développement des économies d'énergie ;
- égalité des salaires entre hommes et femmes, interruption volontaire de grossesse libre et gratuite pour toutes ;
- boycott de l'Afrique du Sud et arrêt des ventes d'armes aux régimes fascistes et racistes ;
- plan d'aide au Tiers Monde.

Sans une avancée sérieuse sur l'ensemble de ces mesures, il ne saurait y avoir une réelle politique de gauche, et les espoirs que suscite le changement de personnel politique se transformeraient bientôt en désillusions.

Car les luttes menées depuis une quinzaine d'années ont marqué une volonté de rupture réelle avec le capitalisme.

DES QUESTIONS DE FOND

• Face au rejet, au dégoût du travail parcellisé, monotone, sans initiative, quelle réponse politique apporte la gauche ? Muette sur la coupure entre conception et exécution dans le travail, elle ne remet pas non plus en cause la hiérarchie, qui n'est pas seulement celle des salaires, mais aussi celle des pouvoirs.

• De la politique politicienne, de la politique spectacle, rejetée unanimement, la gauche prétend bien se démarquer. Mais comment le pouvoir serait-il entre les mains des travailleurs, si la spécialisation et la compétence ont toujours le premier et le dernier mot ? Est-ce en remplaçant des énarques de droite par des énarques de gauche que la gauche va renouveler la politique ?

• La crise des valeurs anciennes dans l'ensemble des relations sociales n'est pas mieux prise en compte par la gauche. Le mouvement des femmes n'est pas seulement porteur de revendications matérielles. Il exprime aussi une autre conception des relations hommes-femmes, de la famille, de la sexualité. Le mouvement associatif, le mouvement écologiste posent des questions tout aussi fondamentales sur l'urbanisme, la maîtrise de l'environnement, la finalité de la production.

Pour traduire politiquement ces exigences, issues des luttes depuis Mai 1968, mises en avant par les forces révolutionnaires et les nouveaux mouvements, nées de la réflexion politique conduite ces dernières années par de nombreux militants dans les partis de gauche et les syndicats, il faut construire une gauche nouvelle. Les élections législatives peuvent et doivent être l'occasion de présenter des candidatures qui se situent dans cette perspective et la soumettent largement à la discussion. Plusieurs initiatives se situent d'ores et déjà dans cette démarche. Nous pensons qu'il est nécessaire que toutes les forces organisées, politiques, associatives, et tous ceux qui se reconnaissent dans l'exigence d'une gauche nouvelle, se rencontrent et se concertent pour mettre sur pied des candidatures communes.

Premiers signataires :

Aline ARCHIMBAUD (Paris 19*) — Bernard AUGER (SOS-Emploi Paris 19*) — Herbert AXELRAD (militant d'Union dans les luttes) — Aline BACCHET (syndicaliste) — Gilles BARDOU (CNRS-INPNP) — Philippe BLANCHE-MANCHE (syndicaliste Recherche Paris) — François BOGGIO (enseignant Villefranche/Saône) — Charles BRAKSMA (syndicaliste Lyon) — Pierre BRUNE (syndicaliste enseignant, Nancy) — Didier CALONNE (responsable syndicaliste enseignant, Lille) — Pierre CAMUS et Claire KARBAY (membres du collectif Iskra) — Jean-Michel CARRE et Yann LE MASSON (cinéastes, animateurs du collectif Le Grain de Sable) — Alain CARRET (responsable syndical communal, Besançon) — Jean-Pierre CHAMPAGNY (journaliste) — Bernard CHARLES (syndicaliste communaux Lille) — Marie-Thérèse CICOLLELA (syndicaliste, Paris) — Alain COCOGNE (CFDT) — Béatrice COMPAGNON (responsable syndicale CHU Caen) — Patrick COTHEREL (syndicaliste, Nantes) — Danièle CRUSE (militante féministe) — Dominique DELAYE (Vitry) — Claude DELORME (syndicaliste Berliet) — Michel DEVIENNE (syndicaliste Roubaix) — Christiane DRESSEN (syndicaliste secteur social Nolsy-le-Sec) — Claude DUMAS (membre de Radio 19* Paris) —

Paul DUPUY (journaliste) — Gilles ETIENNE (CNRS Orsay) — Richard FARABI (militant syndical CHU Caen) — Alain FOCACHON (militant comité Salvador) — Jean-Luc FIEVET (syndicaliste métallurgie St-Ouen) — Gérard FILIZETTI (chômeur) — Guy GAVOILLE (employé Sacilor-Villefranche) — Yannick GUIN (universitaire, Nantes) — Catherine HERMANN (syndicaliste enseignant, Boulogne) — Michel HILD (ouvrier, responsable syndicaliste, Metz) — Christian ICETA (syndicaliste Longwy) — J.J. BOILLLOT (économiste Paris) — Dominique JAUNAS (syndicaliste SNCG, Nantes) — Patrick JOUBERT (ouvrier syndicaliste, Metz) — Marceau JOUEN (responsable syndicaliste Lainière Roubaix) — Bernard LAMBERT (syndicaliste paysan) — Jean-François LEICK (ouvrier syndicaliste Usinor Longwy) — Christian NICOLAS (syndicaliste) — Corinne NICOLAS (syndicaliste, Paris 19*) — Guy PERRIER (enseignant, syndicaliste) — Jacques POMMIER (professeur à l'Université d'Amiens) — Jacqueline POMMIER (maître assistante Paris XI) — Guy PRAXELLE (syndicaliste chimie Levallois) — Claude PREVOST (employé Sacilor Thionville) — François PREVOST (responsable syndicaliste cheminot, Thionville) — Camille REY (travailleuse sociale) — J.M. REYNAUD — René RODRIGUEZ (enseignant Vitry) — Bernard ROUAULT (syndicaliste enseignant Montreuil) —

Guy RUELLE (membre de Radio Clameur) — Daniel TAINMONT (responsable syndicaliste mineurs Lievin) — Michel VILLAC (syndicaliste CGT) — Christian WARNIER (syndicaliste finances Lille) — C. WICHOVANOK (syndicaliste enseignante Roubaix) — R. WICHOVANOK (syndicaliste Lainière Roubaix) —

Richard AGUADO (animateur, Marseille) — Jocelyne BERDU (syndicaliste enseignante Montreuil) — Gérard BOTELLA (employé PTT, Réseau des Amis de la Terre, Thionville) — Michel COLNOT (employé PTT) — Jocelyne DEGROTE (aide-maternelle, Fameck) — Gilles ESCALE (offetiste, Grenoble) — Jean-Luc EVRARD (lycéen, animateur du CLAF-Florange) — Michel EVRARD (retraité sidérurgie, Florange) — Emile GANDER (syndicaliste santé, Neuilly/Marne) — Francis LATTUGA (cadre de télévision, SFP Paris) — Christian MAES (adjoint au maire de Tourcoing) — Evelyne PETITFRERE (enseignante Florange) — Brigitte RAEMO (enseignante) — Joseph RAEMO (syndicaliste Sacilor Sollac, Marspich) — Pierre RUFFIER (médecin, Lyon) — Yvan SAMSON (universitaire, Grenoble) —

Certains d'entre nous sont également signataires de l'appel « C'est l'heure ».

LE DERNIER DISCOURS DU PROFESSEUR BARRE

L fallait que cela fût fait, et M. Barre ne pouvait manquer, jusqu'au bout, de dissenter d'un ton professoral sur l'état de l'économie française. Un contre-feu destiné à s'opposer au « bilan » que les nouveaux dirigeants ont promis de présenter devant le pays.

Cet « état économique et social de la France » se veut objectif. « Ce rapport, écrit le premier ministre sorti, énonce des faits vérifiables ; il ne contient aucun jugement de valeur sur la situation décrite ». Qu'y a-t-il derrière cette neutralité affirmée ? Une suite de chiffres sur l'état actuel de l'emploi, de la hausse des prix, de l'évolution du pouvoir d'achat, de l'état d'exécution du budget, la situation de la Sécurité sociale et l'évolution récente du commerce extérieur.

Il ne s'agit que d'un état de la France au moment présent. Toutes les comparaisons sont effectuées de l'année en cours sur l'année précédente. Pas question donc de faire un bilan du

septennat, ce qui serait trop hasardeux. Le nombre des chômeurs, pudiquement appelés demandeurs d'emploi, est évalué à 1 645 700 en chiffres bruts, et à 1 724 000 en données corrigées des variations saisonnières, mais sans comparaison avec les chiffres du début du septennat. La hausse des prix (de mars 1980 à mars 1981) est annoncée à 12,5 % mais on ne rappelle pas à quel niveau elle était en 1974 (de l'ordre de 9 %), etc. Sous couvert de l'objectivité de l'observateur qui regarde les vagues depuis le rivage, se camoufle la volonté de cacher l'évolution de la situation depuis sept ans.

A l'inverse, la situation de la France est comparée à celle des autres pays de la CEE. Toujours sous le masque de l'apparente objectivité. La propagande giscardienne a toujours aimé ce type de comparaisons visant à nous consoler dans notre malheur, en nous montrant quelques cas pires que le nôtre. On y apprend ainsi que la hausse des prix (12,5 % en un an) est

nettement plus faible qu'en Italie (20,1 %), mais nettement plus forte qu'en RFA (5,5 %) ou au Pays-Bas (6,6 %). Ou que le taux de chômage français (7,4 %) est à mi-chemin des taux extrêmes de la CEE, celui de la Belgique (10,5 %) et celui de la RFA (4,7 %). Ou que le prix du litre d'essence (sans les taxes) en France (1,642 F) est proche de la moyenne du prix pratiqué dans les six principaux pays de la CEE (1,688 F). En somme, est amené à conclure le lecteur, la France n'est à la pointe, ni dans un sens, ni dans l'autre, mais se situe dans une honnête moyenne. Bref, pas de quoi jeter la pierre au président sorti, qui a fait ce qu'il a pu. Elève moyen, pourrait dire le professeur Barre, mais même si cet élève n'a pas été autorisé à redoubler.

Mais un élève qui nourrissait des ambitions très au-dessus de ses capacités, puisqu'il affectait régulièrement de vouloir placer la France dans le « peloton de tête » des pays industrialisés, au niveau mondial.



La quille...

L'EDIFIANTE AFFAIRE MARCHAUDON



Marchaudon lors de la reconstitution de la « bavure ».

MARDI soir, devant les Assises des Hauts-de-Seine, à Nanterre, s'est terminé l'édifiant procès d'une bavure policière édifiante.

Edifiant, en ce sens qu'est résumé mieux que dans de longs discours ce que sont devenues la police et la justice sous le règne des Giscard, Poniatowski et autres Peyrefitte.

Roger Marchaudon, brigadier, est un bon policier. Il fait partie de ces équipes d'intervention mises en place par le ministre de l'Intérieur Poniatowski pour faire la chasse à la délinquance. Multipliant les stages de tir et laissant la prévention et les tâches administratives à d'autres, ces équipes rôdent à la recherche du flagrant délit. De tous les policiers qui participent à ces opérations, Marchaudon est un des meilleurs. Parce qu'il tire plus vite. Quand il abat un malfaiteur qui venait de blesser mortellement un de ses collègues, Poniatowski se déplace en personne pour chaudement féliciter cet élément d'élite. Visiblement, le brigadier Marchaudon est dans la ligne, il est l'exemple désigné. Quelques mois plus tard, il récidive, tuant

net un jeune voleur à la tire, immigré, dans le métro. Cette fois-ci pourtant, l'Inspection Générale des Services ouvre un dossier, avant que de le refermer bien vite : Marchaudon a certes abattu un homme désarmé, mais il était en état de « légitime défense ». C'était l'époque, en 1977, où fleurissent les comités de Monsieur Romero. Et Marchaudon continue, assuré qu'il est de la « compréhension » de ses supérieurs. Le 23 août 1977, le bon brigadier tue encore. Encore un jeune immigré, encore sans arme. « Légitime défense » assurent en cœur les collègues aux inspecteurs de l'IGS, qui n'insistent guère. L'affaire s'apprête à être classée. Elle ne le sera pourtant pas, parce qu'une personne, témoin des faits, du crime, s'insurge, et que des journalistes enquêtent et révèlent la vérité : Mustapha Boukhezzer a été « tiré » dans le dos, à bout portant.

Le cas Marchaudon quitte le domaine du ministère de l'Intérieur pour entrer dans les procédures de Peyrefitte, Garde des Sceaux. L'affaire suit son cours. Libre, Marchaudon profite du congé avec solde que lui accorde

la police pour faire le tour des commissariats, démarcher pour « légitime défense », pour le syndicat officiel de la police, et accessoirement pour diffuser sa version des faits.

Reste le jugement, en cour d'assises puisqu'aussi bien il y a inculpation de meurtre. Durs moments pour le brigadier. Non pas tant à cause des réquisitions de l'avocat général — celui-ci a prévenu qu'il choisirait la version « la moins défavorable à l'accusé » — que parce que Marchaudon doit passer quelques nuits en prison. Pensez donc ! Depuis son crime, il n'a pas subi une seule heure de détention. La justice de Peyrefitte veille.

Et depuis mercredi 20 mai au matin, Marchaudon est définitivement libre. Il a été condamné à cinq années de prison, avec sursis. Seule ombre au tableau : le brigadier modèle de Poniatowski ne sera plus policier, et ne pourra plus porter d'armes. Pendant dix ans seulement. La police de Giscard a fabriqué des chasseurs de prime. La justice de Giscard leur a garanti la quasi-impunité. L'affaire Marchaudon, c'est l'exemplaire reflet de ce pouvoir enfin chassé.

PCF : TOUT FAIRE POUR OUBLIER LE 26 AVRIL

Par Nicolas DUVALLOIS

LUNDI 12 janvier 1981. Désigné depuis trois mois comme candidat du PCF à l'élection présidentielle, Marchais présente le rapport introductif à la réunion du comité central. Ses propos sont nets : les dirigeants du parti socialiste, dit-il, « adoptent des positions dont la convergence avec celles du pouvoir et des forces de droite saute aux yeux » ; d'ailleurs, « François Mitterrand s'est mis en position de jouer le rôle de renfort ou de relais de la droite pour sauvegarder la domination du capital et assurer la poursuite et même l'aggravation de cette politique (...). Le consensus à trois a déjà commencé à fonctionner ».

Vendredi 15 mai 1981. Quatre mois plus tard, devant la même assistance, Marchais présente un nouveau rapport. « François Mitterrand pour lequel nous avons appelé à voter, est élu président de la République. Un grand espoir anime les travailleurs et les travailleuses, tous ceux et toutes celles qui ont souffert de la politique du capital. Ils se réjouissent et comptent sur un changement ! Nous partageons totalement leur satisfaction. (...) Nous sommes, de façon positive et sans restriction, dans la majorité nouvelle, dans le courant qui a permis le 10 mai l'élection de François Mitterrand ».

On l'aura deviné : nous sommes en présence d'un bien spectaculaire revirement dans les propos de la direction du PCF, et les déclarations antérieures au 26 avril sonnent aujourd'hui curieusement. Faut-il rappeler pour mémoire, Marchais au « grand débat » de TF 1, le 3 février : « Ce qui est clair, c'est qu'en définitive, le parti socialiste ne veut pas le changement. Je me pose même la question : est-ce qu'il veut battre Giscard ? » Et ce « Cartes sur table » du 23 mars : « Il faut que ceux qui veulent vraiment le changement se donnent le moyen de le faire prévaloir. Ce seul moyen, c'est de voter communiste au premier tour. Si nous sommes assez nombreux, assez forts, nous pourrions nous faire entendre, imposer le changement nécessaire. Sinon, ce changement n'aura pas lieu, quel que soit l'hôte de l'Élysée. » Marchais a perdu plus d'un million de voix par rapport à 1978, mais *L'Humanité* du 11 mai n'en titrait pas moins : « Victoire de l'espoir. Mitterrand élu président de la République. Un grand courant populaire pour le changement ».

Le tournant est donc là, massif et sans nuances. Reste à l'expliquer et à tenter d'en mesurer la profondeur, en prenant d'abord en compte les arguments de la direction du PCF elle-même, tels qu'ils ont été

présentés lors du dernier comité central.

Tout ici est évidence. L'objectif essentiel de la candidature Marchais ? Il était de battre Giscard, et Giscard a été battu. La nécessité d'un PCF fort pour imposer le « vrai » changement ? La condition en est réalisée puisqu'aussi bien « le recul était essentiellement dû aux caractéristiques du scrutin » et que les électeurs ayant voté utile au premier tour « n'en continuent pas moins à se considérer com-

me des électeurs communistes ». Les « 131 propositions » présentées comme un tout indissociable pour le changement ? Cela, c'est « le programme général du parti pour l'avenir. En vue de la première étape, celle des législatives, il convient de proposer au pays un ensemble d'objectifs d'action gouvernementale plus limité ». En somme, à lire ce qui a été publié du rapport de Marchais au dernier comité central, rien n'a changé pour le PCF, et tout se déroule selon ses vœux. Seules subsistent quelques questions sur « le moyen et le long terme », sur lesquels « il faudra revenir le moment venu ». Le moment venu, c'est bien sûr après les élections législatives, et là commencent les choses importantes.



Le 10 mai au soir à la Bastille, Juquin donnait du « camarade Rocard »...

me des électeurs communistes ». Les « 131 propositions » présentées comme un tout indissociable pour le changement ? Cela, c'est « le programme général du parti pour l'avenir. En vue de la première étape, celle des législatives, il convient de proposer au pays un ensemble d'objectifs d'action gouvernementale plus limité ». En somme, à lire ce qui a été publié du rapport de Marchais au dernier comité central, rien n'a changé pour le PCF, et tout se déroule selon ses vœux. Seules subsistent quelques questions sur « le moyen et le long terme », sur lesquels « il faudra revenir le moment venu ». Le moment venu, c'est bien sûr après les élections législatives, et là commencent les choses importantes.

Face à une situation politique radicalement nouvelle, le PCF se trouve en effet confronté à des choix douloureux qu'il n'a guère les moyens de maîtriser. Lui dont l'objectif essentiel a malgré tout été, dans les années passées, de renverser le rapport

présentent mal pour le PCF.

Dans de nombreuses circonscriptions en effet, les députés communistes n'ont dû leur élection en 1978 qu'au fait qu'ils étaient parvenus en tête de la gauche, parfois de très peu, au premier tour, avant que de bénéficier des reports de gauche au second. Cette fois-ci, compte-tenu de la « prime » que constitue la présence toute fraîche de Mitterrand à l'Élysée, les candidats du PS risquent fort d'arriver plus souvent en tête au premier tour. Prenons un seul exemple, celui de Palaiseau, dans l'Essonne. En 1978, au premier tour, le candidat communiste, Vizet, n'a devancé son rival socialiste que de 781 voix avant d'être élu le dimanche suivant. Tout porte à croire, et même si le PCF « récupère » des voix perdues le 26 avril, que le rapport de force entre les deux gros partis de gauche va ici être renversé, provoquant de fait, étant donné le type de scrutin en cause, la perte d'un siège de député. Le PCF dispose aujourd'hui

d'hui de 86 sièges de députés. Il peut se retrouver dans la prochaine assemblée nationale avec seulement 44 représentants, dans l'hypothèse la plus basse, et 77 dans une hypothèse qui semble être la meilleure pour lui.

L'enjeu de la période, on le voit, est donc des plus prosaïques pour le PCF. Lui qui entend garder une force électorale et parlementaire suffisante pour avoir les moyens de pression suffisants à l'avenir se doit de tout mettre en œuvre pour

limiter les dégâts. C'est tout le sens de sa politique actuelle qui n'a d'autre objectif, selon même les déclarations officielles, que « d'obtenir la réélection de tous les députés communistes sortant ». Singulière régression pour un parti qui affirmait encore dans son C.C. de janvier 81 avoir pour ambition « de participer au second tour de l'élection présidentielle » !

Ce n'est à coup sûr pas en reprenant la politique, les attitudes et les méthodes antérieures, qui ont eu leur sanction électorale le 26 avril, que le PCF parviendra à refaire le terrain perdu. Bien au contraire, même si on veut bien considérer l'effet qu'auraient aujourd'hui sur les électeurs de gauche des diatribes contre « le consensus à trois Giscard-Chirac-Mitterrand ».

L'heure est donc, dans une conjoncture électorale si importante, aux déclarations unitaires et aux signes de bonne volonté. Le PCF n'a pas le choix.

Sans évidemment tirer des conclusions sur l'avenir, on peut

aisément mesurer les conséquences d'une telle contrainte. Profondément atteint dans son unité interne par la rupture du programme commun, le PCF a tenté pendant trois ans de resoudre et même de redélimiter ses rangs autour de sa politique suivie pendant cette période. Or voici que le langage tenu depuis le 11 mai est l'exact opposé de celui tenu devant les militants depuis des années. On vilipendait les « illusions » de ces « dogmatiques » qui parlaient d'union avec le PS, et voilà que Mitterrand est brusquement transformé en « porteur d'espoir ». On dénonçait « le complice de Davignon, le socialiste à la sauce européenne Cheysson », et voilà que *L'Humanité* ne parle plus du tout de lui alors même qu'il est au premier plan de l'actualité. Juquin congratulait Rocard dimanche 10 mai à la Bastille, mais des militants du PCF, logiques avec les déclarations antérieures, ont préféré s'abstenir plutôt que de voter Mitterrand ! A tout le moins, l'amplitude des positions paraît vaste aujourd'hui dans le PCF, alors même que celui-ci a plus que jamais besoin d'une solide unité interne. A l'exception de la revendication des ministres communistes - qui devient ainsi le facteur essentiel d'unité interne, ce qui est faible - on cherchera en vain des points communs entre les thèmes de la campagne Marchais et ceux de la campagne législative qui s'amorce.

Touché de plein front par son considérable échec du 26 avril, limité, c'est un euphémisme, dans ses choix tactiques immédiats, lesquels sont susceptibles de nuire à son unité interne, le PCF traverse une passe bien délicate.

Ce n'est qu'à l'issue des élections législatives, et selon les situations qui se présenteront alors, qu'il pourra véritablement, à « moyen et long terme », envisager le développement de sa stratégie. L'hypothèque électorale levée, celle-ci sera de toute évidence sensiblement différente de l'image donnée aujourd'hui. La politique mise en œuvre auparavant engageait trop l'avenir pour qu'il en soit ainsi. Mais le PCF pourra-t-il cependant agir comme si rien ne s'était passé le 26 avril ? On peut en douter. Une fois encore, la vieille idée du rapport de force, qui traverse en filigrane les évolutions successives du parti de Marchais, de la signature du programme commun à aujourd'hui, réapparaît avec force.

La gauche peut raisonnablement envisager sa victoire en juin. Le PCF, lui, va se battre pour ne pas voir confirmer son recul. Tel n'est pas le moindre événement de la situation présente.

DU COTÉ DES SYNDICATS

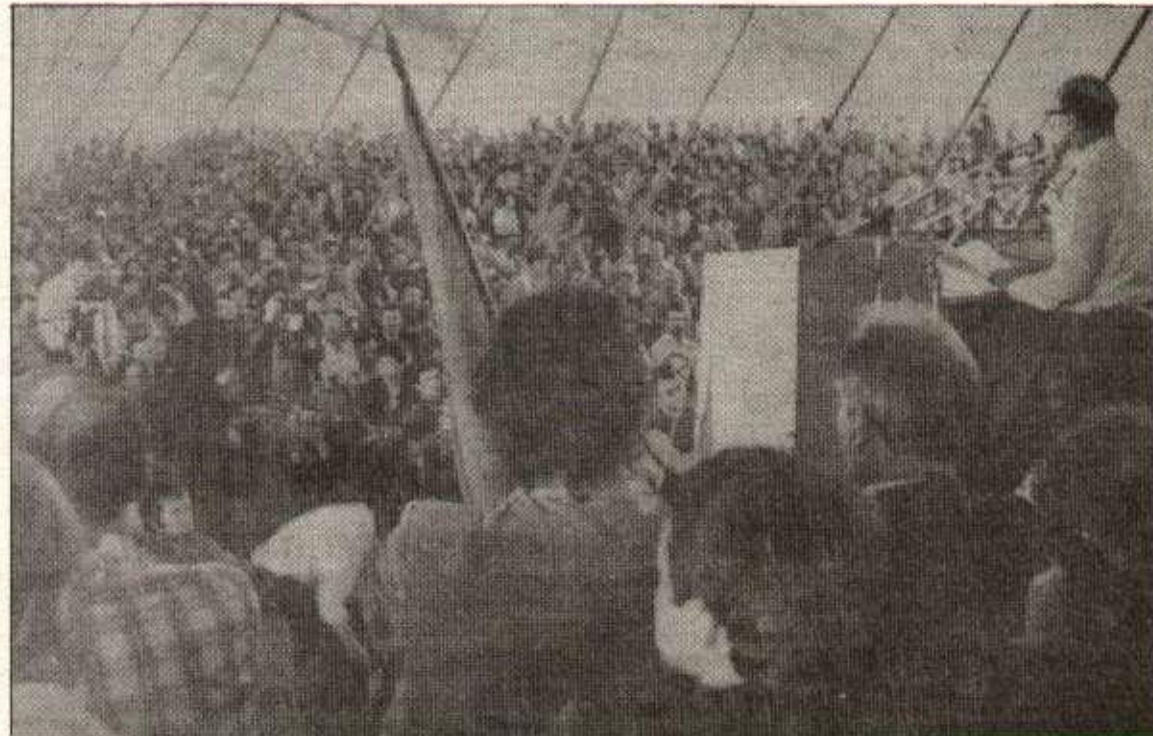
DIMANCHE 10 mai au soir, place de la Bastille : dans la foule qui vient fêter la défaite de Giscard, les militants CFDT de la Région Parisienne diffusent déjà un tract, qu'on peut résumer en gros par la formule « ni attentisme, ni surenchère ». Parmi les interventions de la tribune, la CFDT est en bonne place... Toute la semaine, tant à la CFDT qu'à la CGT, on n'a pas chômé pour fixer, plus ou moins provisoirement, les positions des deux centrales face à la situation nouvelle. Réunion du Bureau National de la CFDT, de la CE de la CGT, assemblées de militants dans lesquelles les leaders nationaux viennent prendre la parole, tout cela se succédant à grande vitesse...

Du côté CFDT, le Bureau National du 12 mai a eu vite fait de cadrer les revendications. Ce que tout le monde en a retenu, bien souvent avec pas mal de déception, c'est qu'Edmond Maire ne demandait que 10 % d'augmentation du SMIC en juin et juillet, et la semaine de 35 heures en...5 ans. Pour tout dire, les militants de la Région parisienne venus assister à l'assemblée du 15 mai attendaient visiblement plus, après la victoire de Mitterrand. Bien sûr, personne n'espérait avoir tout, tout de suite, chacun était d'accord pour prendre en compte, dans une certaine mesure, les divers éléments de la situation. Cela dit, à Paris et ailleurs, on s'inquiète de la multiplication des déclarations mettant lourdement l'accent sur les difficultés. Certes, la hausse du SMIC n'est pas la panacée, elle peut, l'expérience l'a montré, être rapidement réduite à rien si elle ne s'accompagne pas de mesures sur les prix par exemple. Mais Edmond Maire s'inquiète : « Nous savons que l'augmentation du SMIC a des répercussions sur les autres salariés, et que le total des relèvements peut amener un grossissement de la masse salariale qui provoquerait un dérapage de l'économie... » Bien sûr, l'application des 35 heures peut poser des problèmes aux entreprises... Mais peut-on se consoler en disant que pour les chauffeurs routiers, qui font plus de 60 heures par semaine, toute diminution est bonne à prendre ? Par ailleurs, la CFDT met en avant d'autres revendications, concernant les immigrés, l'avortement, la santé... Mais c'est pour dire aussitôt : « Tous ces objectifs sont hors de portée en quelques mois. Le danger majeur est une débâcle économique à la suite d'une redistribution non maîtrisée ». Le problème, avec toutes ces précautions qui ne sont pas toutes dénuées de fondement, c'est justement d'apprécier jusqu'où va aller la confédération sans réduire à peu

de chose les avancées possibles...

Côté CGT, le changement de ton a dans un premier temps été assez frappant. Une semaine avant la réunion de la Commission Exécutive, des responsables CGT réclamaient à hauts cris un nouveau Grenelle. Sainjeon, responsable des métallurgistes exigeait publiquement des ministres communistes en cas de victoire de Mitterrand. Aujourd'hui, c'est un discours bien plus balancé. Il y a quelques semaines, les lecteurs de *La Vie Ouvrière* avaient droit à un cours d'histoire fustigeant les trahisons de la social-démocratie sur plusieurs décennies. Désormais, Mitterrand devient un « allié », on parle plus discrètement d'inclure dans le nouveau gouvernement « toutes les composantes » qui ont contribué à la victoire, on explique l'absence de toute exigence chiffrée et datée par la nécessité d'être « courtois et exact » face à ce gouvernement « porteur d'espoir », on assure « nos revendications ne seront pas à prendre ou à laisser... »

Quel contraste, et comment l'expliquer ? Certains, comme Edmond Maire, taxé de « minimaliste » par la CGT, n'y vont pas par quatre chemins, et font un strict parallèle avec le revirement du PCF. « Lorsque le reproche vient de ceux dont les revendications varient selon la conjoncture politique parce que le parti qui a leur préférence ne misait pas sur le succès du candidat socialiste, et qui aujourd'hui commencent à parler d'étapes qui s'allongeront sans doute au rythme de l'assouplisse-



ment de leur parti, le reproche est de peu d'importance »

En fait, aujourd'hui, on a deux aspects « courtoisie », mais aussi appel à la vigilance, rappel que tout ne sera pas réglé pas les élections, et que certaines revendications devront être satisfaites rapidement. Pourquoi ? La CGT ne peut d'emblée, sans se discréditer, se poser en opposition ouverte avec ce gouvernement de gauche qui n'a encore rien entrepris, dont on ne sait pas encore ce qu'il fera, et surtout dont on ne sait pas exactement ce qu'il deviendra après les élections législatives. En fait, pour l'instant, on affirme officiellement faire partie

de la nouvelle majorité, on parle d'alliance, et en même temps, on appelle à une certaine vigilance... Pour l'heure, quand on y regarde de plus près, toute une gamme de positions cohabitent. Celles des Métallurgistes, qui font des mises en garde, ou de l'Union Régionale d'Ile de France, qui, en plein meeting de Krasuki lundi, exige le SMIC à 3 300 francs et les 35 heures... Celle de *La Vie Ouvrière*, qui dresse l'inventaire complet de ce que peut faire, légalement, le Président de la République d'ici début juillet, avant la convocation de la nouvelle Assemblée. A toutes fins utiles, on rappelle

dans ce catalogue qu'en 1968, le SMIC avait été augmenté de 35 %...! Tout cela cohabite. Est-ce par tactique, ou n'est-ce pas là le reflet de contradictions réelles dans la CGT ? Probablement les deux ! Il est évident que tout le monde ne manifeste pas la même souplesse face à une situation qui en exige beaucoup. Et pour la direction, qui affirme une position plus nuancée pour l'instant, il sera toujours temps de prendre, ici ou là, la preuve qu'*« on vous l'avait bien dit »*, et qu'il fallait être ferme...

Monique CHERAN

LIBERATION DE COLETTE MEYNARD ET DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

COLETTE Meynard est en prison depuis le 9 juillet de l'année dernière, condamnée par la Cour de Sécurité de l'Etat à cinq ans de prison, dont trente mois ferme, pour « entente dans le but de commettre des crimes contre les biens et les personnes, en liaison avec une entreprise tendant ou consistant à porter atteinte au territoire national ».

Elle aurait aidé à établir des contacts entre des militants du FLNC et des membres de la Résistance palestinienne.

Tout ceci sans la moindre preuve. Il n'y a en effet que de vagues présomptions contre Colette Meynard. Quelles sont-

elles ? La police a découvert, dans le cadre de ses enquêtes contre les militants nationalistes corses, un document, ou plutôt une copie d'un document, faisant état de contacts entre des militants du FLNC et des éléments de la Résistance palestinienne. Cette copie s'appelle rapport Natale, ce qui, en langue corse, signifie Noël. Parmi les militants du FLNC emprisonnés se trouve Pantaleone Alessandre, dit Léon. De Léon à Noël, le lien est bien vite fait. Et l'on découvre que Colette Meynard s'est rendue au Liban en mars 1978, en compagnie de deux Corses, Pantaleone Alessandri et Laurent Cavili. Elle a même visité un camp de réfugiés palestiniens,

comme le font beaucoup de visiteurs à Beyrouth.

C'en est assez, pour la Cour de Sécurité de l'Etat, pour juger que Colette Meynard a bien pris des contacts avec la Résistance palestinienne pour le compte du FLNC. Présomption supplémentaire, elle affirme sa solidarité avec les militants corses emprisonnés. Aucune preuve dans le dossier, mais cela suffit à la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception sans équivalent en Europe occidentale, pour la condamner à cinq ans de prison et l'incarcérer immédiatement.

Ce déni de justice, cette condamnation politique, décidés par une juridiction directement

dépendante du gouvernement précédent, jugeant sans recours possible, doivent être rapportés. Colette Meynard doit être libérée. Le nouveau président s'est engagé à faire voter une loi d'amnistie et à supprimer la Cour de Sécurité de l'Etat. Avant même que la nouvelle Assemblée nationale puisse en décider, il peut, dès maintenant user de son droit de grâce pour faire libérer Colette Meynard et tous les prisonniers politiques. Rien ne justifierait que Colette Meynard reste un jour de plus en prison.

Libération immédiate de Colette Meynard et des prisonniers politiques, en attendant la loi d'amnistie qui s'impose !

CE QUE CHANGE LE MODE DE SCRUTIN

Pourquoi la gauche, favorable en principe à la proportionnelle, n'est pas forcément pressée de l'appliquer.

Par François NOLET

Il semble acquis que le scrutin législatif du mois prochain se déroulera selon les modalités en vigueur aux dernières législatives (1978), c'est-à-dire avec le même découpage de circonscriptions et le même mode de scrutin, uninominal majoritaire à deux tours, en vigueur depuis le début de la V^e République. Quoique la gauche soit favorable au scrutin proportionnel, il ne lui est pas possible de modifier le type de scrutin pour cette fois : une telle modification étant d'ordre législatif, elle devrait être soumise à l'Assemblée sortante, à majorité de droite, et la droite a toujours fait connaître son opposition à ce type de scrutin.

Quand une voix pèse six fois plus qu'une autre

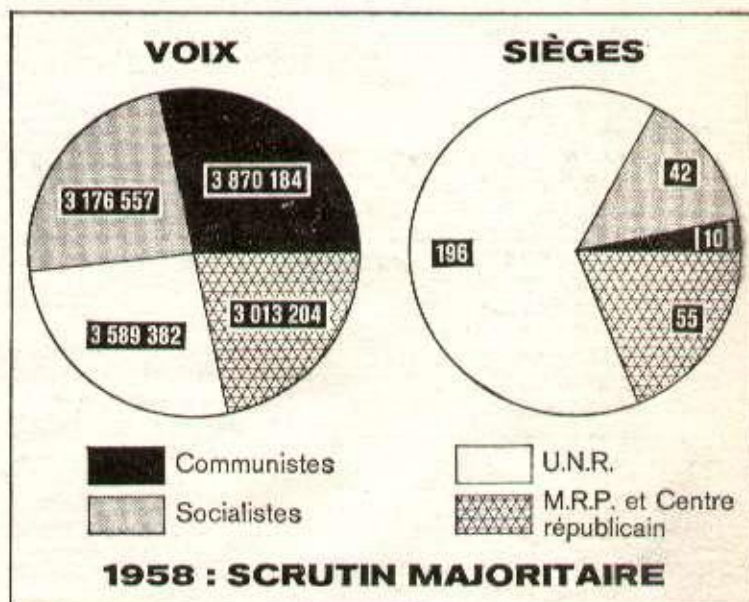
Le choix d'un mode de scrutin modifie assez considérablement, non seulement la composition de l'Assemblée qui en sort, mais aussi le jeu des forces politiques. Rappelons brièvement les règles du type de scrutin actuel. Les départements sont divisés en circonscriptions dont chacune élit un député. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité des suffrages exprimés et 25 % des voix des électeurs inscrits au premier tour, on procède à un second tour où peuvent concourir les candidats du premier tour qui ont obtenu au moins 12,5 % des voix des électeurs inscrits. Est élu, celui qui a obtenu le plus de voix, même s'il n'a pas la majorité absolue des voix (principe de la majorité relative).

Ce système permet un certain nombre de manipulations dont la droite a jusqu'à présent bénéficié. Aucun département n'a moins

de deux députés, quelle que soit sa population ; en revanche, une circonscription dont la population s'est gonflée peut continuer, pendant des années, à n'avoir qu'un seul député. On aboutit ainsi, dans l'Assemblée sortante, à cette situation : dans la 2^e circonscription de la Lozère, Jacques Blanc (UDF) est élu avec 13 738 voix (sur 22 084 exprimés), alors que dans l'Essonne, Pierre Juquin (PCF) est élu avec 76 323 voix (sur 143 488 exprimés), pour citer les deux cas extrêmes (1).

Comme le système est majoritaire, il est donc possible qu'une coalition, avec 51 % des voix dans un département, obtienne la totalité des sièges. Il y a donc une prime à la majorité en place. Rappelons par exemple que, dans l'Assemblée sortante, une très faible majorité de droite (50,7 % des voix au second tour) donnait 290 députés à la droite contre 201 à la gauche. Les circonscriptions sont ainsi découpées, au bénéfice de la droite, qu'on estime que la gauche doit recueillir 52 % des suffrages pour avoir la majorité des députés. Au-delà de ces 52 %, la prime à la coalition la mieux placée joue en sa faveur.

L'un des effets de ce système est d'éliminer totalement les petites formations, sauf dans le cas où elles s'allient avec un grand parti, qui ne présente pas de candidat au premier tour dans un certain nombre de circonscriptions. La plupart des députés MRG seraient éliminés si le PS ne leur réservait pas quelques circonscriptions. Par la règle des 12,5 % des inscrits (en général 15 à 17 % des exprimés), il interdit également aux petites formations qui le désiraient de se maintenir au second tour. L'ensemble du système tend donc à favoriser les grands partis et à contribuer de façon non négligeable à la bipolarisation droite-gauche, qui domine la vie politique française. Un grand parti qui n'aurait pas d'accord de désistement avec un autre verrait sa représentation fortement réduite. C'est ce qui s'était produit en 1958 pour le PCF, qui n'avait pas d'accord avec la SFIO, alors que cette dernière soutenait l'arrivée de de Gaulle au pouvoir (tableau 1). Les contraintes inhérentes au scrutin sont telles que, depuis 1962, les deux principaux partis de gauche ont toujours pratiqué le désistement mutuel, quel que fût l'état de leurs relations.



Documentation du Monde

Tableau 1

Proportionnelle : plus équitable, mais...

Le scrutin à la proportionnelle représente plus fidèlement le vote global, mais n'est pas exempt de manipulations diver-

ses. Il a été utilisé sous la IV^e République selon diverses modalités. En gros, deux systèmes peuvent être utilisés :

— la proportionnelle au plus fort reste. On divise le nombre de suffrages exprimés par le nombre de députés à élire. Ce partage peut se faire sur la base du département ou sur une base nationale. On attribue autant de sièges à une liste qu'elle a obtenu de fois ce quotient électoral. Il y a donc des « restes », après division des voix de chaque liste par le quotient ; les sièges non pourvus sont attribués aux listes qui ont les plus forts restes dans l'ordre décroissant.

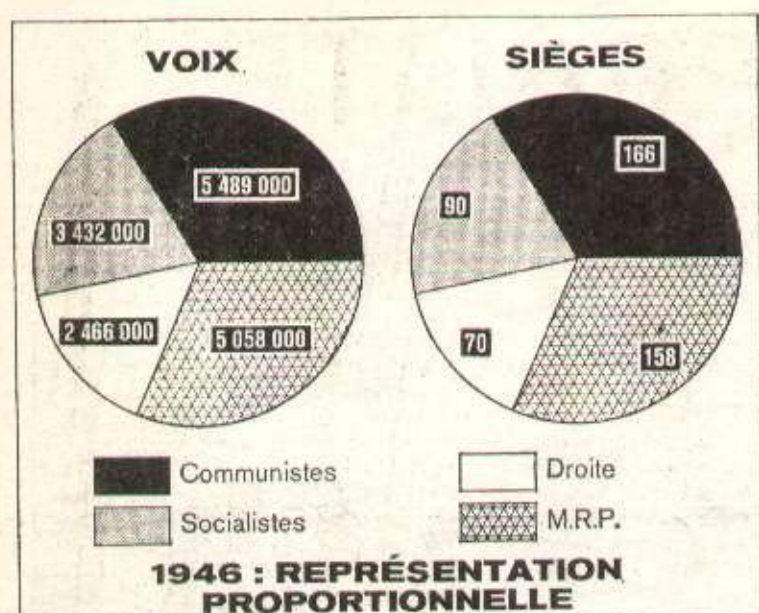
— la proportionnelle à la plus forte moyenne. On attribue fictivement chaque siège non pourvu à chaque liste successivement, et on fait la moyenne des voix qui seraient ainsi obtenues par les députés de chacune d'elles. La liste qui a la plus forte moyenne se voit attribuer effectivement le siège à pourvoir. Ce système a été utilisé en 1946 (voir tableau 2).

La plus forte moyenne est le système dans lequel le pourcentage de députés se rapproche le plus du pourcentage de voix. Le système des plus forts restes donne un avantage aux petites formations par rapport au système de la plus forte moyenne. Voici ce qu'auraient donné les différents types de scrutin aux législatives de 1967, comparés aux résultats effectifs (2) :

Evidemment, ce système peut se nuancer de clauses qui modifient assez considérablement son résultat. C'est ainsi que lors des élections européennes de juin 1979, étaient exclues de

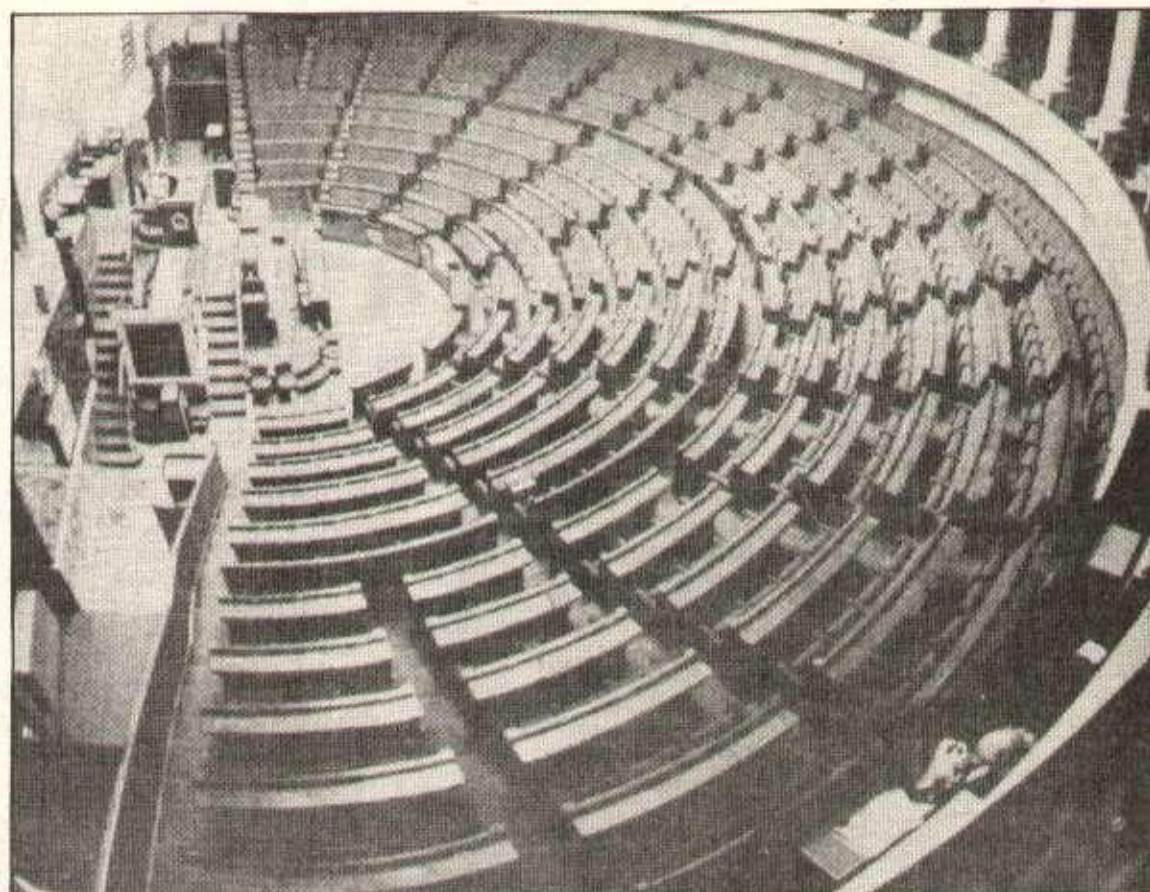


Les voix de la Lozère pèsent plus que celles de l'Essonne



Documentation du Monde

Tableau 2



toute représentation les listes obtenant moins de 5 % des suffrages exprimés, ce qui éliminait totalement, entre autres, la liste des écologistes (4,5 % des voix) et la liste trostkiste (3,3 %) qui, à la proportionnelle intégrale, auraient eu respectivement 3 ou 4 et 2 ou 3 députés. Il est à noter que les partis de gauche qui se déclarent partisans de la représentation proportionnelle n'ont jamais précisé quel type de scrutin (plus forte moyenne, plus fort reste) ils entendaient mettre en œuvre, ni si subsisterait un pourcentage minimum en-deçà de laquelle une formation ne serait pas représentée.

Une transition paradoxale

Pour les élections législatives du mois prochain, le problème se présente d'une façon quelque peu paradoxale, puisqu'un président de gauche, en principe favorable à la proportionnelle, va convoquer une élection au scrutin majoritaire. Une modification du mode de scrutin n'aurait été

possible que si la droite, majoritaire dans l'Assemblée sortante, l'avait votée, ce qu'elle a toujours refusé.

Si la poussée de la gauche se confirmait, ainsi que le rapport des forces au sein de la gauche, le PS cesserait d'avoir intérêt à la représentation proportionnelle. Le scrutin majoritaire privilégiant la coalition dominante et, au sein de celle-ci, le parti dominant, le PS semble assuré, si tout se reproduit comme aux présidentielles, de gagner de nombreux sièges, alors que le PCF en perdrait. Ce dernier, pour sa part a toujours été favorable au scrutin proportionnel, qui lui serait favorable en nombre de députés.

C'est pourquoi il a émis l'idée que le changement du mode de scrutin pourrait être soumis à l'Assemblée sortante. Mais sans trop insister. Car, au-delà du nombre de députés qu'il risque de perdre dans les élections du mois à venir, un autre problème se pose à lui. Le scrutin majoritaire contraindrait les partis à des coalitions pour le second tour : aujourd'hui, plus de la moitié des députés socialistes sortants ont

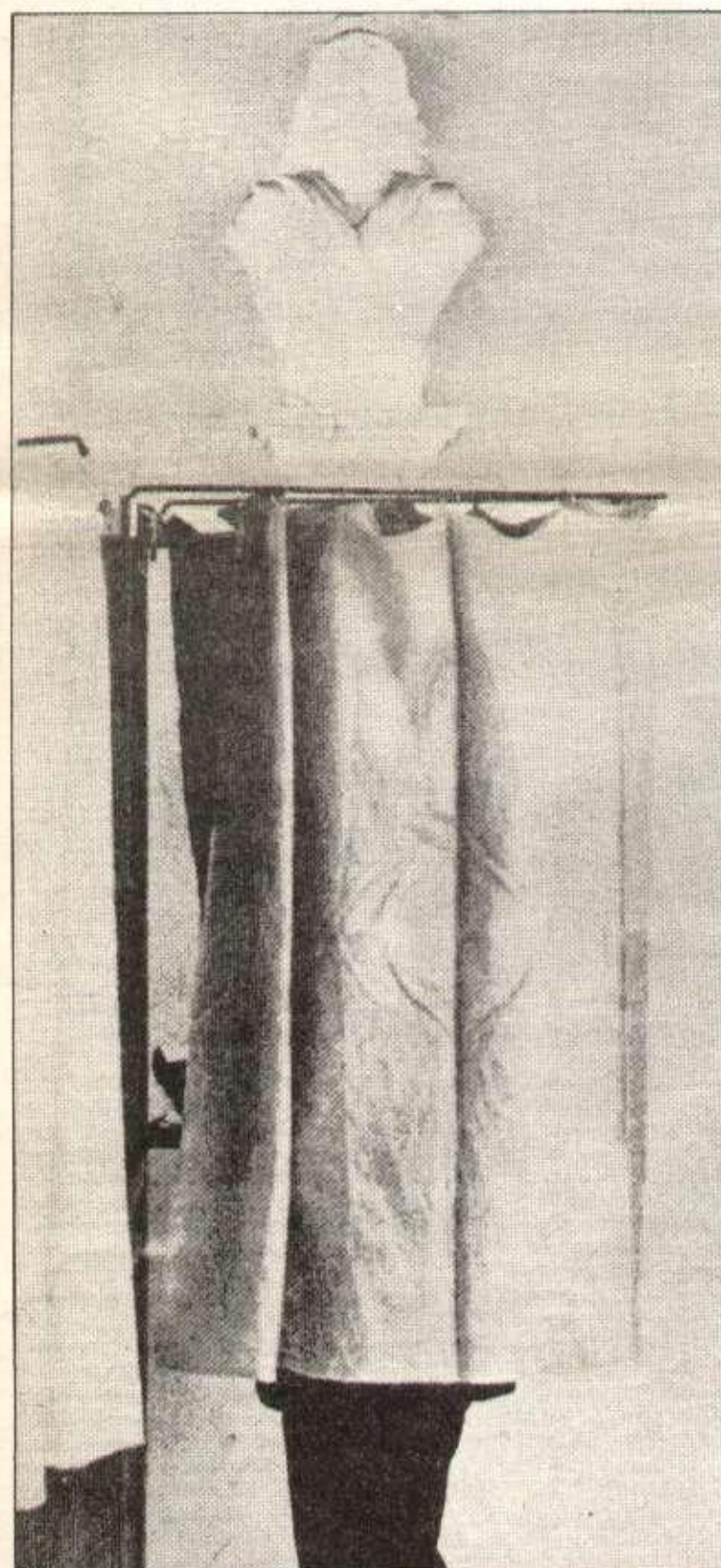
besoin, pour leur réélection, de recueillir au second tour les suffrages des électeurs du PCF. A l'inverse, le scrutin proportionnel à un seul tour, délie les partis de la nécessité de conclure des alliances électorales. Ce qui mène à une plus grande fluidité du jeu politique, dans lequel des majorités de circonstance peuvent se nouer et se dénouer, d'une façon relativement indépendante des contingences électorales. Le risque serait donc réel pour le PCF de se voir éliminé de la majorité présidentielle, si le PS parvenait à rassembler autour de lui un centre gauche grossi de telle ou telle composante de la majorité sortante. On conçoit dans ces conditions que le PCF, s'il demeure partisan du scrutin proportionnel, dont il espère qu'il lui sera favorable un jour, ne soit pas forcément pressé de le voir mis en œuvre dès aujourd'hui.

1°) Nous négligeons ici le cas particulier des DOM-TOM.

2°) Source : J.-P. Aubert, *Systèmes électoraux et représentation parlementaire, les élections de 1967*, P.U.F.

Tableau 3		Partis et voix obtenues			
Type de scrutin	PCF 4 959 305	PSU 506 592	FGDS (1) 4 191 320	Centr. dém. 2 849 812	V* Rép. (2) 8 299 368
Sièges obtenus effectivement (scrutin majoritaire)	72	4	117	40	230
Proportionnelle à la plus forte moyenne	104	2	93	55	214
Proportionnelle aux plus forts restes	104	6	103	65	184

1) Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (Parti radical, SFIO, Convention des Institutions Républicaines)
2) Gaullistes + Républicains indépendants



SONDAGES ET REALITE

2) 64 % des Français pensent que...

Dans notre dernière édition, nous avons examiné les mérites et les limites des sondages pré-électoraux. D'autres sondages, même en dehors des périodes pré-électorales, prétendent nous donner l'état de l'opinion, non pas sur une intention de vote, mais sur un problème précis : que pensez-vous de la peine de mort ? Voulez-vous une centrale nucléaire sur la place de votre village ? Etc. Quel crédit leur attribuer ?

Par François NOLET

LES sondages d'opinion ont-ils valeur de référendum ?

C'est ce que laissent souvent entendre bon nombre de commentaires de presse, qui prennent pour argent comptant les résultats de sondages donnant l'opinion de la population sur tous les sujets possibles et imaginables. L'utilisation politique est immédiate : qu'on se rappelle l'exemple de la peine de mort. Les gouvernants sortants, fort soucieux de se plier aux sondages lorsqu'ils les arrangent, répétaient constamment de la législation ne devait pas être changée, puisqu'une majorité de Français se déclaraient, dans les sondages favorables au maintien de la peine de mort.

C'est là qu'apparaît l'abus d'interprétation. Nous avons indiqué dans le cas des sondages pré-électorales, qu'il fallait se garder de prendre pour des prévisions les chiffres des intentions de vote, surtout quand ils sont éloignés du moment du vote. Une remarque analogue vaut pour ce type de sondages : l'enquête est effectuée dans une situation où le sondé n'a pas l'occasion de faire un choix effectif par un vote. Il n'est pas certain que le résultat serait le même, dans le cas où cette opinion pourrait s'exprimer par un vote, en cas de référendum par exemple, avec une campagne, des prises de position des forces politiques, etc. Une question posée à froid ne permet pas l'utilisation qui en est souvent faite.

89 % des Français sont heureux

Hors cette réserve, qui est de taille, la formulation même de la question peut fausser de façon considérable le résultat d'un sondage, qu'elle soit orientée de façon malhonnête, qu'elle soit posée en des termes qui la rendent incompréhensible aux yeux d'une fraction importante de l'opinion, ou enfin que la pression sociale incite le sondé à

cachez son opinion sur telle ou telle question.

Ce dernier cas se présente par exemple si l'on pose une question dont la réponse peut, dans l'esprit de la personne interrogée, induire une appréciation sur elle-même. Un sondage à but publicitaire effectué par un fabricant de shampoing demande la fréquence avec laquelle les personnes interrogées prennent des shampoings. Les données brutes donnent une image incroyablement soyeuse du cheveu français, qui ne cesse d'être lavé, frictionné et bichonné, très au-delà de ce qu'indiquent les ventes effectives de shampoing. La réponse du sondé est évidemment influencée par la volonté de ne pas apparaître comme un personnage malpropre et hirsute. Dans ce cas, pour éviter les réponses fantaisistes, on pose la question en introduisant un élément correctif, du genre : « On dit souvent que l'abus du shampoing est nuisible au cuir chevelu. Pouvez-vous me dire quand vous vous êtes lavé les cheveux la dernière fois ? »

Même type de réaction pour un sujet dont l'utilisation politique possible est plus évidente. Un sondage réalisé sur la question « Etes-vous heureux » donne des réponses surprenantes. Seulement 1 % des Français se disent très malheureux, et 8 % plutôt malheureux, contre 63 % plutôt heureux et 26 % très heureux. Le résultat est probablement faussé par le fait qu'il est assez difficile de dire qu'on est malheureux et plus encore de l'avouer à un inconnu. N'importe : il sera toujours loisible à tel ou tel organe de presse de tirer des conclusions hâtives de tels sondages, à la gloire du type de société actuel.

Il y a bureaucrate et bureaucrate

Une enquête d'opinion peut être faussée, si la question, même sans intention frauduleuse, est formulée en des termes



La CGT « bureaucratique » pour 7 % des ouvriers, la CFDT pour 15 %. Le sens des mots.

qui sont mal compris, mal connus ou ambigus. En 1969, un sondage avait été effectué auprès des ouvriers sur l'image qu'ils avaient des syndicats. On demandait aux personnes interrogées d'appliquer aux organisations CGT, CFDT et FO, deux adjectifs choisis sur une liste de dix. Parmi les adjectifs cités, figurait « bureaucratique ». L'intention du sondeur était de tester l'impact des critiques adressées aux directions syndicales par l'extrême-gauche. Le résultat est assez inattendu : 7 % affectent ce qualificatif à la CGT, 15 % à la CFDT et 17 % à FO. Ce résultat surprenant s'explique par un malentendu sur le sens de la question : pour les

ouvriers, le terme de bureaucrate désigne couramment les gens qui travaillent dans les bureaux. Dans cette acception du terme, FO et CFDT apparaissent comme plus « bureaucratiques », puisque bénéficiant d'une implantation proportionnellement plus importante chez les employés que la CGT. Comme quoi il est très important que l'enquêteur tienne le plus grand compte de la manière dont est perçue une notion qui peut lui sembler évidente, mais peut être comprise de différentes manières selon l'échantillon auquel on s'adresse.

Précisons que, dans l'exemple cité, le résultat du sondage a toutefois été publié et largement commenté, avant que l'on

ne se soucie des causes de l'étrange résultat que nous venons d'indiquer...

Un cas voisin se présente lorsque la question touche un sujet peu connu de la population. Dans ce cas, les non-réponses ou les réponses intermédiaires (plutôt oui, plutôt non) constituent une part importante de l'échantillon. De tels résultats ôtent en général une grande partie de sa signification à l'ensemble du sondage. Citons, en exemple, ce sondage effectué en 1972, peu de temps avant le référendum sur l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. On a posé la question : « Considérez-vous que le

marché commun a eu jusqu'ici sur votre niveau de vie un effet très favorable, favorable, assez favorable ou très défavorable ? » 46 % des personnes interrogées ne savent pas ou ne répondent pas. 2 % parlent d'effets très favorables et 4 % d'effets très défavorables ; 30 % d'effets assez favorables et 18 % d'effets assez défavorables. Le fort pourcentage de personnes sans opinion et le très faible pourcentage d'opinions tranchées ne permet guère de conclure qu'à une grande indécision de l'opinion sur cette question. Indécision qui relativise jusqu'aux pourcentages respectifs des deux opinions moyennes. On considère d'une façon générale qu'un fort pourcentage d'opinions moyennes indique probablement que la question a été mal comprise, ou ne suscite guère d'intérêt. Il est en conséquence assez mal venu de tirer des conclusions du type : « 40 % des Français sont favorables ou assez favorables à telle réforme », si le pourcentage d'opinions moyennes est élevé.

Orientée

Enfin, la question peut-être orientée de manière à favoriser un certain type de réponse. Un test intéressant a été réalisé en posant à des échantillons équivalents la même question, mais formulée de façon différente. La question était : « Etes-vous favorable ou défavorable à la création de dispensaires spécialisés où les femmes pourraient être renseignées sur tous les moyens à employer pour éviter



Sondage publicitaire sur la fréquence des shampoings : nul ne veut paraître sale.

les grossesses ? » Autre formulation : on remplace « éviter les grossesses » par « avoir le nombre d'enfants qu'elles désirent ». La première formulation, qui valorise l'idée de refus de la maternité reçoit 71 % d'opinions favorables ; la seconde, qui valorise l'acceptation de la maternité, reçoit 83 % d'opinions favorables, soit 12 % de plus. Il est très probable que l'écart aurait été encore plus net si étaient apparus dans une troisième formulation les mots de contraception et d'avortement.

Encore avait-on pris la mesure, dans ce cas, de l'influence de la formulation de la question. On a parfois moins de scrupules. En octobre 1977, un groupuscule de droite commande un sondage sur l'attitude des Français face à la violence en politique. Les personnes interrogées doivent choisir entre deux formulations :

1) Aucune cause politique ne justifie qu'on emploie la violence. 2) Pour faire triompher ses idées politiques, il ne faut pas hésiter, dans certains cas, à employer la violence.

A l'époque où le sondage était réalisé, le mot violence renvoyait nécessairement au détournement du Boeing de la Lufthansa. De plus, la formulation de la question est orientée dans un sens aisé à percevoir. Les termes de la seconde partie de l'alternative, « faire triompher », « ne pas hésiter », induisent l'idée d'un certain fanatisme. Dans ces conditions, le résultat n'est pas étonnant. « 94 % des gens ne veulent pas de la violence en politique ». Pourtant, la réponse serait bien différente si la question était spécifiée sous la forme de cas précis : « Seriez-vous prêt à utiliser la violence pour réagir à un coup d'Etat visant à supprimer les libertés ? En cas d'occupation étrangère ? » Etc.

Les faits saillants de l'actualité au moment où il est réalisé, l'orientation de la question, la pression sociale qui fait hésiter à affirmer une opinion mal considérée, autant de facteurs qui faussent le jeu. Les possibilités de truquages ou d'erreurs bien plus étendues que pour les sondages pré-électoraux où la question : « Pour qui allez-vous voter ? » prête moins à équivoque. Pour ces derniers, nous avons indiqué qu'ils n'avaient pas de valeur de prévision s'ils étaient réalisés longtemps avant l'élection, parce que l'électeur ne se trouvait alors pas en situation.

Mai 68 a-t-il eu lieu ?

C'est pourquoi un sondage ne peut prévoir un comportement. Le comportement social ne recoupe pas nécessairement les opinions individuelles de personnes interrogées chez elles, à brûle-pourpoint. A la fin de l'année 1967, un sondage avait effectué sur un échantillon représentatif des salariés. Question : « Participeriez-vous à un mouvement de grève ? ». Réponse : non à 60 %, oui à 25 %. Conclusion de l'enquête : « En dépit des difficultés de l'heure, la tension politique ne semble pas très vive ». Six mois plus tard...



Les vaincus du 10 Mai...

A DROITE : S'ENTENDRE MEME SI ON NE PEUT PAS SE SENTIR

L faut les voir, avec leurs sourires astiqués pour la circonstance : les frères ennemis de la droite n'ont guère mis que 48 heures pour se réconcilier, au moins pour sauver les meubles, le temps d'une élection anticipée. Au lendemain de la défaite de Giscard, celui-ci parlait pourtant de « trahisons préméditées » à l'intention de son ancien premier ministre, et Lecanuet annonçait son intention de présenter des candidats de l'UDF dans toutes les circonscriptions, en réponse à la proposition chiraquienne d'une candidature unique de la droite. Ces affirmations belliqueuses se sont bien vite effacées devant la nécessité commune de se serrer les coudes dans un scrutin qui se présente mal pour la droite. Il y a aura même des candidatures communes, mais pas partout. Le RPR aurait souhaité l'unicité de candidature dans tous les cas : logique, c'est lui qui a le

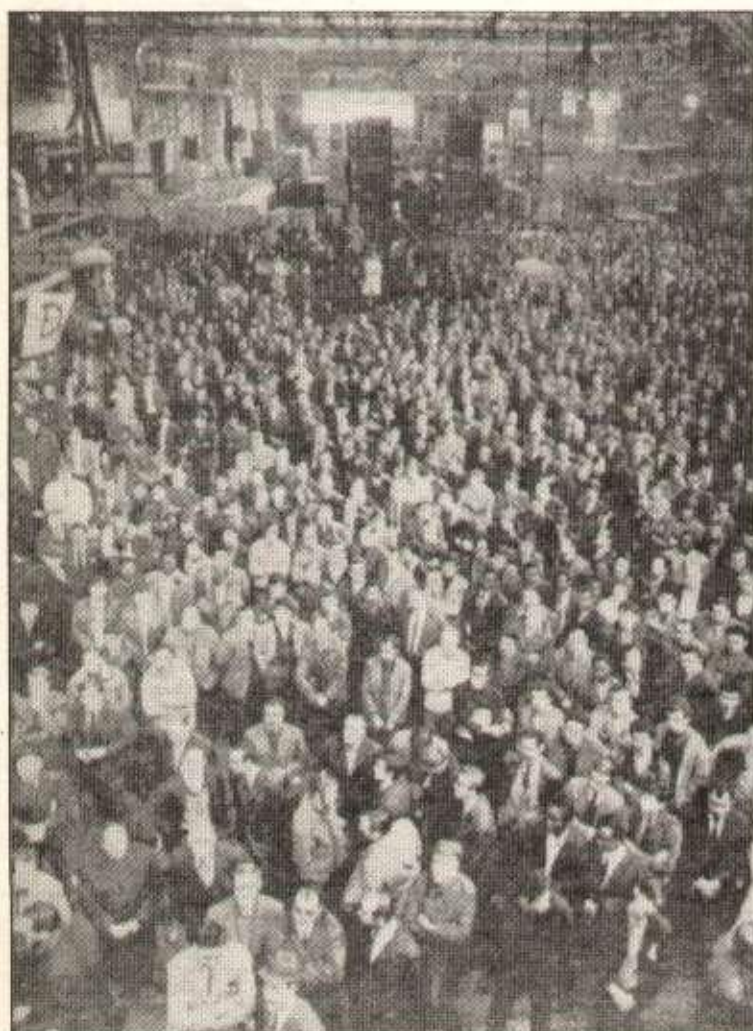
plus de députés sortants. L'UDF n'a pas marché : il y a quand même des limites à l'entente.

Ces messieurs, amis-ennemis, se retrouveront pour expliquer à l'électorat que, face au nouveau président, il faut une Assemblée qui fasse « contrepoids ». Ils viennent de découvrir les vertus de l'équilibre des pouvoirs, et même de l'alternance. Ils ont mis le temps.

Au fait, que devient le président sorti, lui qui avait l'ambition de devenir « l'homme le plus populaire de France », et de lancer un « rassemblement au centre » ? Il a été prié par ses députés d'aller se cacher, comme un malpropre. Lui qui était hier courtois, paré de toutes les vertus, voilà qu'on vient lui expliquer qu'il ne fait plus vendre. De l'excès de l'honneur à cette indignité, la chute est rude.



C'était en 1978...



Afghanistan : venus du Front pour témoigner

SUITE DE LA DERNIERE PAGE

villages avaient été détruits dans la vallée du Nouristan. Dans cette région, il n'y a pas que les Nouristanis qui ont participé à la libération de la vallée, il y a eu aussi les combattants de Chigar, Asmar, Kunar, Pedj et Lagman.

Depuis deux mois, la guerre devient de plus en plus dure. Pourquoi ? Il y a deux mois, Babrak Karmal avait annoncé par la radio officielle qu'il était prêt à former un front « Père Patrie » ; il avait demandé qu'on envoie des délégués à Kaboul pour former une sorte d'assemblée nationale, et à partir de là une sorte de gouvernement. Il avait même parlé d'une certaine autonomie pour les régions libérées. Nous avons refusé la proposition de Babrak. Pourquoi ? En fait, cette proposition n'a pour but que de semer la confusion dans l'opinion mondiale. Officiellement, Radio Kaboul parle de l'autonomie de chaque région, pour la défense, les finances... C'est ce qui est dit. Mais que se passe-t-il sur le terrain ? Les Russes lâchent des mines antipersonnel, dans le but de couper les liaisons entre les fronts. Nous continuons donc la guerre, une guerre défensive pour l'instant. Ainsi, à Baricot, un chef-lieu important, les soldats gouvernementaux ont attaqué. Ils ont pris cette petite ville. Nous avons encerclé la ville, avec l'aide des combattants des tribus voisines. Nous avons détruit deux tanks, pris deux camions gouvernementaux, cinquante kalachnikov, et deux mitrailleuses lourdes (Grenov), très efficaces. Nous avons eu 46 morts, et 13 blessés. Nous avons tué environ 300 soldats ennemis, et fait 14 prisonniers afghans.

Hessari : Avec la fin de l'hiver, qui avait réduit un peu l'activité des troupes d'occupa-

tion, les combats ont recommencé avec violence, au Hazaradjat et dans les autres régions libérées. Le peuple Hazara s'y est opposé avec la même détermination. Quelle analyse faisons-nous de cette guerre ?

A notre avis, ce n'est pas une guerre avec d'un côté un front de Résistance, et de l'autre un front russe. Pour le moment, la Résistance n'a pas les moyens de mener de grandes batailles, parce que les Russes sont armés jusqu'aux dents, qu'ils ont une supériorité matérielle évidente. C'est donc une guerre défensive, une guerre de partisans, une guerre de guérilla. Deuxième point : nous avons la certitude, nous, au Hazaradjat, que cette guerre va durer longtemps, que c'est une lutte à long terme. Nous ne pouvons pas mettre les Russes à la porte en quelques mois. Nous nous préparons à une lutte qui peut durer des années. Troisième point : pour mettre les Russes dehors, nous, les Hazaras, nous sommes conscients que nous devons établir des relations très amicales avec les autres fronts. Là-dessus, des pas très importants ont déjà été franchis ; c'est le point de départ pour construire l'unité nationale, mobilisant tous les peuples, toutes les ethnies dans un seul front.

Je voudrais aussi parler de l'évolution fondamentale du rôle des femmes. Aujourd'hui, au Hazaradjat, les femmes apprennent à manier les armes. Une armée de femmes, organisée par les femmes elles-mêmes, est en train de se constituer. Dans un certain nombre d'endroits de notre région, elles travaillent sur deux plans : faire la guerre, et faire la propagande. C'est une transformation très importante,



Un convoi soviétique sur la route qui relie Kaboul à la frontière russe.

parce qu'avant, la condition des femmes n'avait commencé à changer que dans les villes. Aujourd'hui, elle change aussi à la campagne.

► Quels sont les liens qui unissent les combattants et la population ?

Hessari : Que ce soit au Hazaradjat ou dans d'autres régions, on ne peut pas isoler les combattants d'un côté, et le reste de la population de l'autre. D'une manière ou d'une autre, c'est tout un peuple qui s'est soulevé pour son indépendance. Il y a participation totale de tout le peuple, chacun jouant son rôle. Certains peuvent prendre plus facilement les armes, par exemple, ceux qui n'ont pas de charges familiales importantes : ceux-là sont en permanence sur le front. Mais ils ne seraient pas assez nombreux s'ils étaient seuls à se battre. Les gens des villages font un roulement. Ils restent un mois au front, puis ils retournent dans leur village et sont remplacés par d'autres.

Dans cette guerre de résistance, toutes les couches de la population se retrouvent. Ce n'est pas l'affaire de telle ou telle

organisation politique. Tout un peuple se bat.

► Comment s'organise la population dans les régions libérées ?

Djalal : On ne peut pas séparer la guerre et la production. Pour faire la guerre, il faut produire aussi. Au Nouristan, les femmes, historiquement, jouent un rôle important dans la production. Ce sont donc les femmes qui continuent à l'assurer pour l'essentiel, et les hommes vont au front. Chez les Pachouns, c'est différent, les hommes participent à la production et font la guerre en même temps.

Dans chaque vallée libérée, il y a des assemblées populaires, qui choisissent les membres des différents comités : comité qui s'occupe de la justice, de l'économie, ou de la sécurité. C'est l'assemblée du peuple qui répartit l'approvisionnement selon les besoins exprimés par les comités. Il est certain que dans les régions qui subissent de façon très fréquente les attaques de l'ennemi, il est plus difficile d'assurer ce fonctionnement. Là où les troupes gouvernementales et soviétiques ne peuvent aller, bien sûr la résistance peut s'organiser plus facilement la vie quotidienne.

► En cas d'attaque, comment se passe l'entraide entre vallées ou villages voisins ? Et plus largement ?

Djalal : Il n'y a pas de problème. Par exemple, sur un front de 200 ou 300 kilomètres, tout le monde soutient le secteur qui est attaqué, qui est en danger. Mais plus largement, les fronts s'entraident désormais. Ainsi, récemment, le Front du Nouristan s'est battu aux côtés des deux autres fronts, le front d'Asma et de Chinagar. Les combattants nouristanis savaient utiliser des armes que les résistants de ces deux fronts ne connaissaient pas. A l'heure actuelle, ces combattants nouristanis sont toujours en train de se

battre aux côtés de ces deux fronts.

Hessari : Les différents fronts ont un programme concret d'ensemble sur le plan économique, de l'éducation nationale, sur le plan médical. Ces programmes ne sont pas toujours faciles à mettre en œuvre, non pas du fait du peuple, mais du fait des bombardements incessants. Nous avons beaucoup de difficultés dans les régions les plus exposées.

► Comment l'unification de la Résistance progresse-t-elle aujourd'hui ?

Djalal : Au départ, la Résistance a été spontanée, elle a éclaté partout, sans lien, si bien que le champ de la résistance est très vaste. Mais, il n'y avait pas de commandement ou de leader unique, les gens se défendaient au niveau de chaque village. Cette situation n'a pas complètement disparu, mais des fronts se sont constitués au niveau des régions. Ces fronts ont une forme locale et tribale. Sur cette base régionale, on peut aller vers une certaine unification, mais il faut savoir que c'est un processus assez long, vu les obstacles de tous ordres : les conditions géographiques du pays ne sont pas faciles, et il ne faut pas oublier que les Russes sont présents sur les grands axes. Mais la situation progresse. Ainsi, cette année, s'est formé le Front du Nord, qui regroupe 8 provinces. Le Front du Nouristan a fait une alliance avec le Kunar. Front du Nord, Front du Sud-Est, Front du Centre avec le Hazaradjat : à partir de là une certaine unification existe, qui n'existait pas au départ. Les choses avancent, même s'il faut sans doute encore du temps avant que toutes les résistances soient unifiées. C'est une exigence du peuple, l'unification de la Résistance.

Hessari : Il faut bien considérer l'héritage historique. Le peuple Hazara, le peuple Nouristani par exemple, sont deux ethnies

L'armée soviétique subit des pertes : ci-dessus un hélicoptère soviétique abattu par des combattants afghans.



SUITE PAGE 14

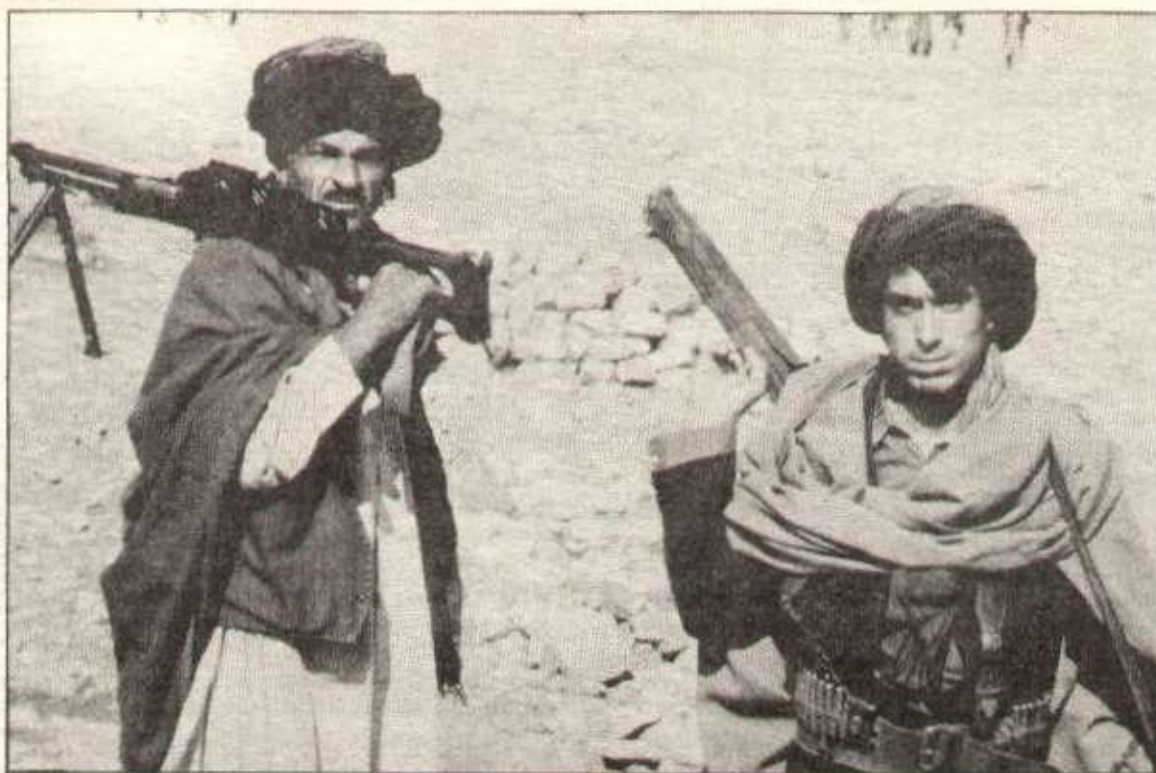
Pour le Socialisme - 13

SUITE DE LA PAGE 13

différentes. De même dans le Nord, les Ouzbeks, les Turkmènes. Ce sont des ethnies minoritaires, qui ont toujours été opprimées par l'ethnie dominante, les Pachtones, à tous les points de vue. L'arrivée du régime pro-soviétique de Taraki-Amin, puis l'intervention soviétique, ont changé ces données.

Les relations entre les ethnies ont été modifiées, du fait de l'objectif commun, qui est de chasser les Russes. Les différentes ethnies qui participent aux combats n'acceptent plus la tendance ancienne des Pachtones à dominer les autres. Il n'y a pas de relations avec ceux qui, parmi les Pachtones, n'ont pas abandonné cette perspective. Mais avec les Pachtones comme ceux du Wardak et Qarabagh, les combats se mènent ensemble.

Les guerres des ethnies, des religions, sont passées au



deuxième plan. Les gens sont très conscients qu'on ne peut pas mettre les Russes à la porte si on n'arrive pas à faire une unité nationale. Ces conflits, on ne peut pas dire qu'ils ont disparu du jour au lendemain. Mais l'unanimité existe sur l'objectif commun, et par rapport aux conflits légués par l'histoire, les gens sont conscients que c'est un problème, un obstacle qu'ils doivent régler eux-mêmes sans les forces étrangères.

Djalal : Les Russes prétendent que la guerre est due aux ingérences américaines ou chinoises, ou de puissances étrangères réactionnaires, c'est-à-dire tous les pays islamiques. Les seuls étrangers que le peuple a pu voir, se sont les Russes. Ils disent aussi que la Résistance est menée par des forces féodales, intégristes, qui sont contre le progrès. Cela aussi est faux. Les Résistants afghans ont un pro-

SUITE PAGE 15

LE TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES (Stockholm)

Une réfutation des thèses soviétiques

Le Tribunal Permanent des Peuples, qui a siégé à Stockholm du 1^{er} au 13 mai dernier, a fermement condamné l'intervention soviétique en Afghanistan, comme étant une agression caractérisée. Dans notre précédent numéro, nous avons rendu compte de l'ensemble de ces travaux. Nous publions aujourd'hui une partie des réponses établies par le Tribunal, sur l'intervention soviétique elle-même, du point de vue des faits. Elles réfutent avec précision les thèses soviétiques visant à justifier l'agression par un appel au secours lancé par les autorités afghanes, et par le danger prétendument encouru par le gouvernement afghan de la part de puissances étrangères.

L'intervention militaire soviétique

« A partir du 23 décembre 1979, le déroulement des événements se précipite. Des troupes soviétiques aéroportées commencent à débarquer à l'aéroport de Kaboul et dès le 24 prennent position dans la ville. Des chars passent en grand nombre entre l'URSS et l'Afghanistan. Ce n'est toutefois que le 28 décembre qu'un message radiophonique annonce que M. Babrak Karmal a été élu à l'unanimité secrétaire général du Comité central du PDPA, et qu'il est devenu président du Comité révolutionnaire. A la même émission il est annoncé qu'un tribunal révolutionnaire a condamné Amin à la peine de mort et que le gouvernement de la République Démocratique Afghane a, se fondant sur le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération

du 5 décembre 1978, adressé à l'URSS un message pressant réclamant une aide politique, morale et économique, y compris une aide militaire, demande qui, selon le même message, avait déjà été adressée à plusieurs reprises à l'URSS par le gouvernement de la RDA. Le même jour, la radio a émis un appel adressé au peuple afghan par Babrak Karmal. (...) »

Examen de la thèse soviétique

Pour l'examen de la thèse soviétique, le tribunal a eu recours à divers documents : les déclarations faites au nom du gouvernement soviétique le 5 janvier 1980 devant le Conseil de Sécurité et devant l'Assemblée Générale des Nations Unies réunie en session extraordinaire du 5 au 9 janvier 1980 ; la réponse de M. L.I. Brejnev aux questions

du correspondant de la Pravda (12 janvier 1980) ; quelques passages du rapport du secrétaire général du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique, fait le 23 février 1980 au 26^e Congrès du parti ; une intervention de l'ambassadeur d'URSS en France, M. S.V. Tchervonenko, faite le 15 avril 1980 devant l'Académie Diplomatique Internationale ; un document de 13 pages, daté du 15 avril 1981, intitulé : « La question de l'Afghanistan : les positions afghanes et soviétiques », document reçu par un membre du Tribunal, d'une ambassade soviétique en Europe occidentale.

Bien que ces diverses sources ne soient pas entièrement concordantes et que la présentation se soit parfois modifiée, on peut concentrer sur deux points l'essentiel de l'argumentation soviétique. D'une part, la sécurité et l'intégrité territoriale de « l'Afghanistan auraient été menacées en raison de l'aide apportée à des groupes antigouvernementaux par certains pays occidentaux, par les Etats musulmans et par la Chine » ; d'autre part, le gouvernement soviétique aurait dû céder à des demandes répétées du gouvernement afghan ayant précédé le coup d'Etat du 28 décembre, et notamment du gouvernement Amin.

Sur ces deux points, le Tribunal doit constater le caractère vague et peu circonstancié des affirmations soviétiques.

En ce qui concerne les interférences étrangères prétendues, la presse internationale a fait état d'une aide extérieure apportée au rebelles afghans. Toutefois ni

le gouvernement soviétique ni le gouvernement afghan n'ont jamais formulé contre aucun gouvernement étranger des accusations précises et circonstanciées, et surtout ils n'ont pas rapporté la preuve de formes d'assistance militaire engageant directement ou indirectement la responsabilité internationale d'un gouvernement étranger. En outre, si, comme le prétend aujourd'hui l'Union soviétique, la sécurité de la République Démocratique Afghane était menacée, le gouvernement de celle-ci aurait dû faire appel aux mécanismes de sécurité collective de l'ONU, ce qu'il n'a jamais fait.

Pour ce qui concerne le consentement du gouvernement afghan, il a y lieu de préciser que seuls les faits antérieurs au 24 décembre 1979 méritent considération. Ayant pour objet la présence même d'importants contingents militaires soviétiques sur le territoire afghan, le consentement donné après la pénétration massive des armées étrangères est privé de toute portée juridique. Quant à l'appel qu'aurait adressé le gouvernement Amin, force est de constater que le gouvernement soviétique n'a réussi à administrer aucun élément probant. L'acte par lequel un gouvernement autorise les armées d'un autre Etat à soumettre l'ensemble de son territoire à une véritable occupation militaire, est trop grave pour que sa date, sa forme et la qualité de l'autorité à laquelle cet acte est imputé ne soient soigneusement notés. Le grand nombre d'appels auxquels le gouvernement soviétique aurait refusé de satisfaire et dont

aucune trace précise, écrite ni même verbale n'est produite, est d'autant plus suspect que ce gouvernement aurait finalement accédé à ces demandes au moment le plus critique. Dans le document daté du 15 avril 1981, il est dit que « vers la fin de 1979 dans 18 des 28 provinces de l'Afghanistan sévissaient des groupes armés contre-révolutionnaires envoyés du Pakistan ». Par cette affirmation, la note reconnaît que l'Afghanistan était dès ce moment dans un véritable état de guerre civile et la légalité internationale d'une intervention extérieure dans ces conditions sera examinée ci-dessous. Une autre contradiction qui résulte notamment du même document consiste à qualifier Amin d'agent de la CIA, qui « s'était posé comme objectif principal la désorganisation du parti et ce pour décapiter la révolution ». Non seulement une telle appréciation rend très peu plausible et qu'Amin aurait sollicité l'intervention soviétique et que celle-ci lui aurait été accordée si ce n'est, comme les faits l'attestent, pour l'écarter brutalement du pouvoir. Un gouvernement ne saurait cependant se prévaloir de la demande d'aide militaire que lui aurait adressée la personne compétente pour engager internationalement un Etat étranger, alors que le premier acte accompli à la faveur de cette assistance militaire consiste à rendre possible la condamnation à mort et l'exécution de cette personne même, et, un tel acte ne saurait avoir d'autre qualification que celle d'ingérence grave dans les affaires intérieures d'un autre Etat. (...) »

SUITE DE LA PAGE 14

gramme d'ensemble, la résistance n'est pas un mouvement intégriste. Ce que veut le peuple, c'est retrouver son indépendance, établir la démocratie, une république islamique. Ils luttent pour le progrès, sur la base de la culture et des traditions du peuple afghan.

► **Quels sont actuellement les problèmes les plus cruciaux ?**

Hessari : L'armée soviétique est particulièrement sophistiquée. Ce qui nous manque le plus, ce sont les armes anti-chars et anti-aériennes. On a moins de problème pour l'armement léger, mais on ne peut pas l'utiliser contre les avions blindés. Trouver les moyens de mettre en échec ces bombardements, c'est un problème crucial. Nous avons récupéré quelques armes efficaces en attaquant des camps soviétiques, mais c'est très insuffisant.

Le deuxième problème, c'est un problème économique : quand les Russes arrivent, ils bombardent les champs, ils détruisent les récoltes. Il y a donc des difficultés pour se nourrir.

Le troisième point, c'est les médicaments. Il y a beaucoup de blessés, les contacts entre villes et campagnes sont coupés. Nous avons donc besoin de médicaments, de moyens pour soigner les blessés. Il faut savoir qu'une partie importante de l'aide humanitaire n'est pas arrivée

jusqu'à la Résistance de l'intérieur. Elle s'est souvent arrêtée au Pakistan, certaines organisations de l'extérieur l'ont accaparée pour elles. Il est donc important que l'aide soit envoyée à la Résistance intérieure. Parce que les bombardements, cela veut dire des blessés, la famine, et après, les épidémies.

Il y a aussi le problème des villes, qui restent, pour l'essentiel entre les mains des Russes. Pour le moment, on n'a pas les moyens militaires de les prendre. Cela demande en plus un état d'unification de la résistance plus avancé, pour qu'on puisse organiser, faire fonctionner les villes. Mais nous n'avons pas l'intention de les laisser indéfiniment entre les mains de l'occupant !

Beaucoup de bruit a été fait sur une aide militaire apportée à la Résistance. En réalité, rien n'est arrivé jusqu'à la Résistance intérieure, ce sont des organisations basées au Pakistan qui en ont profité et cela n'est pas positif, cela ne fait que compliquer la situation. Notre position sur la question d'une aide en armes est claire. Nous sommes prêts à en recevoir de tous ceux qui voudraient nous en procurer, à une seule condition : c'est précisément que ce soit sans condition de leur part ! Il nous semble que cela ne pourra réellement se faire que quand la Résistance sera unifiée nationalement, quand nous aurons un gouvernement provisoire. Alors, la guerre ne sera plus seulement défensive, elle sera nettement offensive. Et nous envisagerons de prendre les villes.

SALVADOR : TEMOIGNAGE D'ESPOIR

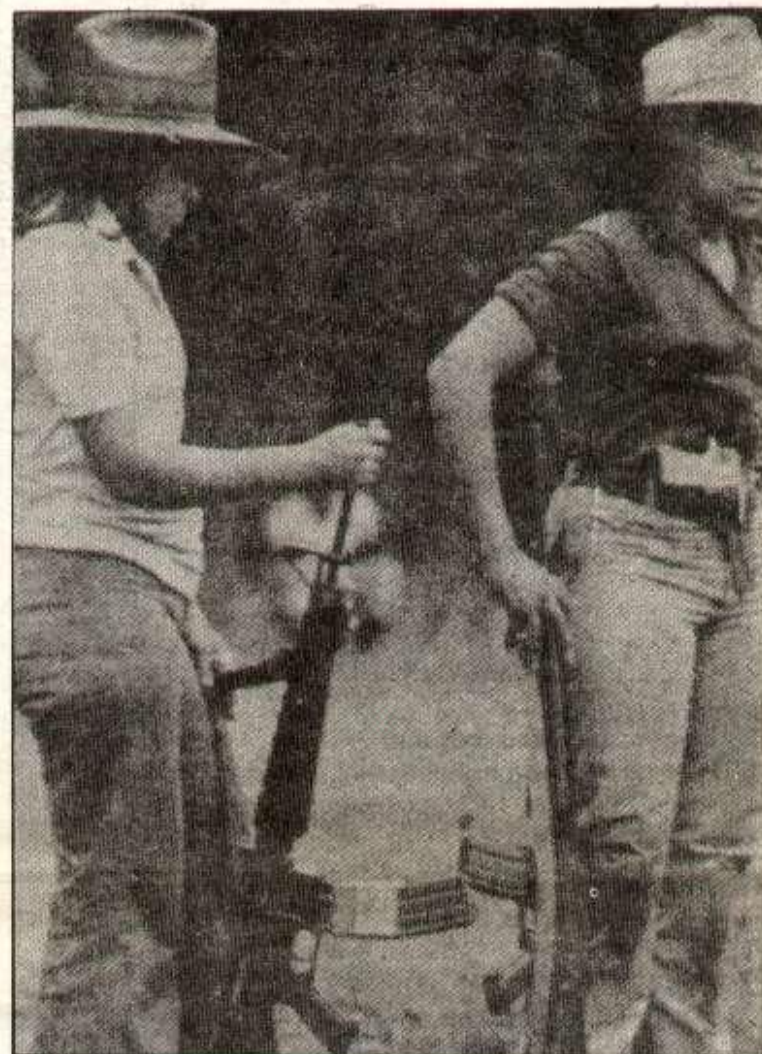
Arrachée à l'univers de l'horreur, sortie de prisons grâce à ses camarades, en échange de Roberto Poma, un proche du président de la République salvadorienne, chargée aujourd'hui des relations diplomatique du Front Farabundo Martí, Ana Guadalupe Martínez n'a pas hésité à replonger dans ses terribles souvenirs pour témoigner de ses souffrances, des souffrances de tout un peuple, de sa résistance à ces souffrances et de sa détermination à vaincre.

« J'E marchais en direction de San Miguel quand soudain une voiture s'est arrêtée à côté de moi. Plusieurs hommes sont descendus, ils étaient en civil et portaient des armes... ». Tout le monde au Salvador connaît la suite de ce sempiternel scénario. L'isolement, l'humiliation et la torture alternant avec la feinte douceur, la feinte pitié, la feinte indignation : « Quoi, ils t'ont torturée ? sans mon autorisation ! » L'incitation éternellement ressassée à la collaboration : « Collabore, collabore, t'auras la vie sauve, regarde tes camarades, ils ont collaborés... tes chefs, ils se la coulent douce pendant ce temps-là... »

Et pour une femme, la menace de viol, les sévices sexuels : « Pour les femmes, le viol, la menace constante de viol, les attouchements sont les moyens de pression les plus forts qu'ils utilisent pour abattre le moral ».

Abattre le moral... En produisant des dossiers, des photos de militants, des plans d'opération, en confrontant la prisonnière avec d'anciens camarades qui ont collaboré.

Car Ana Guadalupe n'est pas seule en prison, ses souffrances sont accrues de celles du « docteur », emprisonné seulement parce que sa femme est cubaine, de cette jeune fille, torturée parce qu'elle est secrétaire syndicale, de ces hommes et de ces femmes du peuple arrêtés lors des manifestations et que l'on voit un jour enchaînés à un radiateur et qui disparaissent le lendemain pour ne plus jamais reparaitre que sur le littoral, morts, atrocement défigurés et mutilés.



Femmes du Front de Libération

Mais plus que le récit de souffrances et d'humiliation, ce témoignage est celui de la force de résistance : on oublie ceux qui ont cédé pour n'admirer que la détermination d'Ana Guadalupe. Rien, elle ne dit rien. Un moment de faiblesse où elle donnera un renseignement qu'elle sait caduc, sera impitoyablement fustigé par elle-même, sera suivi jusqu'à la libération, de longs mois de refus. Refuser. Refuser avec ses voisins de cellule. Chanter le soir de Noël, organiser des spectacles chacun dans ses quelques mètres carrés, discuter politique et convaincre, commenter les événements, la nouvelle élection, les manifestations du peuple, y puiser de nouvelles forces pour résister, résister. Le téléphone qui sonne dans le bureau des geôliers, la radio qu'un colonel leur a donnée, c'est la vie, c'est l'espoir qui renaît sans cesse malgré la tentation de mourir, de tout dire pour être assassiné, pour échapper à l'horreur.

Car ce livre, Ana Guadalupe ne le veut pas seulement témoignage mais leçon politique. Pour ceux de ses camarades qui seront pris et vivront les mêmes humiliations, les mêmes angoisses, les mêmes faiblesses. C'est

à eux que sans cesse pense l'auteur. A eux et à ceux qui, dans d'autres pays, liront son livre. Pour qu'ils sachent que les prisons clandestines existent au Salvador, que c'est l'armée qui torture, assassine, que le peuple lutte et résiste, que des militants comme elle meurent et vainquent, remportent des victoires contre les bourreaux, comme en témoigne le récit de l'opération de l'enlèvement de Roberto Poma, remportent des victoires sur le sectarisme et la division, comme elle-même, dans sa cellule où dans les discussions avec des scissionnistes de son parti, elle ne cessait d'en parler, d'en rêver se promettant de tout faire pour parvenir à l'unification quand elle sortirait...

Ana Guadalupe Martínez est aujourd'hui commandante du Front de Libération Nationale et membre de la commission Politique-diplomatique du FMLN-FDR.

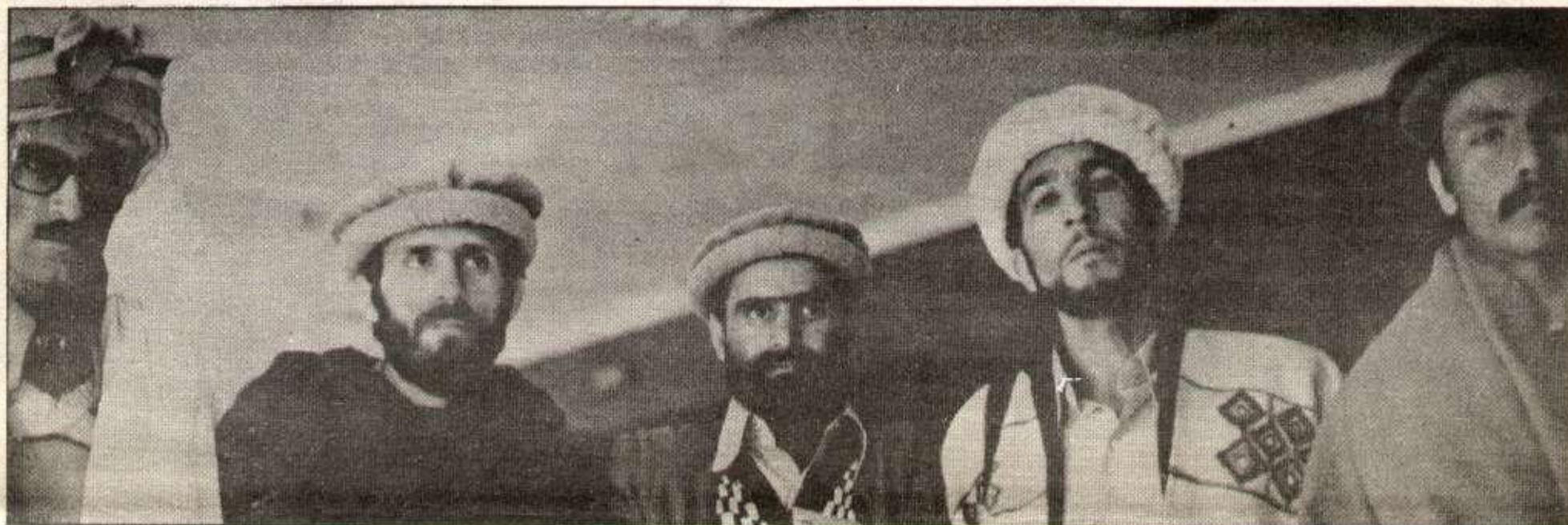
Jean-Louis BRUNET

El Salvador :
Une femme du Front
de Libération témoigne
par Ana Guadalupe Martínez
Edition des Femmes
(Pour chacune)



AFGHANISTAN

VENUS DU FRONT POUR TEMOIGNER



Mal 1981 : des Afghans des Fronts de l'Intérieur au Tribunal Permanent des Peuples sur l'Afghanistan à Stockholm, où ils ont témoigné.

Djalal, du Front du Nouristan, Hessari, du Front Hazaradjat : pour quelques semaines, ils ont posé leur fusil afin d'apporter leur témoignage au Tribunal de Stockholm. De passage à Paris, ils répondent à nos questions

Interview réalisée
par Monique CHERAN

LE Tribunal Permanent des Peuples, qui vient de consacrer sa dernière session à la situation en Afghanistan, a clairement condamné l'intervention russe dans votre pays comme étant une agression caractérisée, un crime contre la paix internationale, violant le droit à l'auto-

Djalal, du Front du Nouristan : La lutte de notre peuple a déjà condamné l'intervention et l'occupation soviétique en Afghanistan. Et c'est décisif. Mais le Tribunal de Stockholm a permis une rencontre de la Résistance à l'extérieur du pays, et pour la première fois, cette résistance, le droit de notre peuple, ont été ainsi reconnus. Le résultat de ce Tribunal est positif, parce qu'il va contribuer à faire prendre conscience à l'opinion internationale de ce qui se passe dans notre pays. De plus, il a contribué à isoler l'URSS, du point de vue du droit international. Des points qui pouvaient paraître obscurs ont été clarifiés, les Russes ne peuvent plus prétendre justifier en droit leur intervention en Afghanistan. Pour la deuxième question posée au Tribunal, concernant les violations des règles du droit humanitaire de la guerre, il doit y avoir une deuxième session, et nous savons qu'un travail sérieux sera effectué.

Hessari, du Front du Hazaradjat : L'URSS est une superpuissance qui a d'énormes moyens militaires, et de grands moyens diplomatiques, il ne faut pas l'oublier. Le Tribunal de Stockholm a porté un coup politique et diplomatique à la position de l'URSS dans le monde. C'est là un point très important pour la Résistance Afghane.

D'un point de vue interne à la Résistance, cette sentence est aussi positive. A l'intérieur, on a souvent l'impression d'être isolés du monde, de se battre tout seuls, dans l'indifférence des pays étrangers. Nous allons traduire les documents du Tribunal, les distribuer à l'intérieur du pays. Le peuple sera content de voir que, quand même, il n'est pas seul, que dans le monde, il y a des gens qui d'une manière ou d'une autre, soutiennent la Résistance afghane. Cela peut avoir un effet très positif sur le moral des gens, de se sentir ainsi soutenus dans leur lutte.

D'autre part, c'est un point marqué par la Résistance sur le plan international. Il y a déjà longtemps que certaines régions sont libérées, mais pour l'essentiel, tout se passait à l'intérieur du pays. C'est la première fois que la Résistance affronte l'URSS sur l'arène internationale, c'est très important parce que cela déborde le cadre national.

Nous avons le devoir d'expliquer partout la politique expansionniste de l'URSS.

► Est-ce qu'en tant que résistants afghans, vous attendez un changement de l'attitude de la France, avec l'élection de François Mitterrand ? Chacun a pu constater en effet que le gouvernement de Giscard n'a jamais condamné très fermement l'agression soviétique. Par contre François Mitterrand a fait, entre autres, campagne sur le thème d'une plus grande fermeté face à l'URSS. Qu'en attendez-vous pour votre combat ?

Hessari : Du temps de Giscard d'Estaing, la politique française envers la Résistance afghane était passive, il nous semble qu'elle était bien soumise à la pression des Soviétiques. Avec le changement de gouvernement, nous sommes plus optimistes. Nous espérons que le gouvernement français ne sera plus soumis à cette pression soviétique, qu'il y aura donc un changement dans les relations entre la France et l'URSS, et nous espérons aussi que ce gouvernement soutiendra concrètement la Résistance afghane.

La guerre que nous menons en Afghanistan est bien sûr une lutte de libération nationale. Mais c'est aussi une contribution à la défense de la paix mondiale. Le gouvernement giscardien n'a tenu compte d'aucun de ces deux aspects. Avec la politique qu'elle mène actuellement, l'URSS n'est pas seulement un ennemi pour le peuple afghan, c'est un ennemi pour les peuples du monde, une force expansionniste qui met en danger la paix mondiale. Nous espérons que la nouvelle politique de la France contribuera à sauver la paix, en étant plus ferme envers les Soviétiques.

► Pouvez-vous nous dire quelle est aujourd'hui la situation dans les deux régions dont vous venez ? Du point de vue militaire, mais aussi de l'organisation de la Résistance, et de la vie quotidienne ?

Djalal : Depuis deux ans et demi, le front du Nouristan combat les Russes, la région est libérée depuis octobre 1978. C'était donc avant l'intervention massive du corps expéditionnaire soviétique. A l'époque, le gouvernement Amin-Taraki avait bombardé les villages. Vingt-cinq